

Joint IDP Profiling Service
Informing Solutions Together

REVUE DOCUMENTAIRE
Version Finale

Soutien à un Exercice de Profilage
Informations Secondaires et Mapping Initial des Données sur la Ville de Bangui

Bangui/Genève. Février, 2016.



ShelterCluster.org
Coordinating Humanitarian Shelter

Central African Republic



Table des Matières

| | |
|---|-----------|
| Liste d'Acronymes | 4 |
| 1. Introduction..... | 5 |
| 1.1 Justification de la revue documentaire | 5 |
| 1.2 Limitations de la revue documentaire | 5 |
| 1.3 Données générales | 6 |
| 2. Durée et dynamique des processus de déplacement | 6 |
| 2.1 Données démographiques générales sur les populations déplacées et retournées | 6 |
| 2.2 Dynamiques du déplacement (informations disponibles jusqu'à septembre 2015) | 7 |
| 2.3 Dynamiques de retour et autres solutions (relocalisation/rester dans les sites) | 8 |
| 2.4 Analyse par arrondissement/quartier | 11 |
| 3. Critères IASC pour les solutions durables | 14 |
| 3.1 Sûreté, sécurité et liberté de mouvement..... | 14 |
| 3.1.1 Conditions de sécurité..... | 14 |
| 3.1.2 Perceptions de sécurité..... | 14 |
| 3.1.2.1 Questions de protection | 15 |
| 3.1.2.2 VBG | 15 |
| 3.2 Jouissance sans discrimination d'un niveau de vie suffisant..... | 16 |
| 3.2.1 Nourriture et eau potable | 16 |
| 3.2.1.1 Population en insécurité alimentaire à Bangui (y compris stratégies d'adaptation) | 16 |
| 3.2.1.2 Accès à l'eau potable et l'assainissement | 18 |
| 3.2.2 Santé | 18 |
| 3.2.3 Éducation | 20 |
| 3.3 Emploi et Activités Génératrices de Revenus..... | 20 |
| 3.3.1.1 Obstacles pour l'emploi | 22 |
| 3.3.1.2 Accès au crédit | 22 |
| 3.3.1.3 Besoins économiques pour le retour | 22 |
| 3.3.1.4 Analyse par arrondissement/quartiers | 22 |
| 3.5 Logement, terres et biens | 23 |
| 3.5.1.1 Accès au logement pour les populations PDI / retournées | 23 |
| 3.5.1.2 Accès aux documents pour prouver la possession du logement | 24 |
| 3.5.1.3 Genre et logement | 24 |
| 3.5.1.4 Analyse par arrondissements/quartiers..... | 24 |
| 3.5 Accès aux documents d'identité | 25 |
| 3.6 Réunification familiale..... | 25 |
| 3.7 Accès à la justice | 26 |
| 3.8 Participation aux affaires publiques..... | 26 |
| 4. Participation et cohésion sociale..... | 26 |
| 4.1 Quelques facteurs de conflit..... | 26 |
| 4.2 Éléments pour la résilience / résolution des conflits / cohésion sociale | 27 |
| 4.3 Jeunesse et populations à vulnérabilité particulière | 29 |
| 4.4 Dynamiques particulières d'intérêt pour la cohésion sociale dans le PK5..... | 29 |

| | |
|---|----|
| 5. Force et faiblesse des informations existantes | 30 |
| 6. Conclusions..... | 32 |
| 7. Bibliographie | 35 |

Liste d'Acronymes

| | |
|----------|--|
| ACF : | Action Contre la Faim |
| ACTED : | Agency for Technical Cooperation and Development (<i>Agence pour la Coopération Technique et le Développement</i>) |
| CCCM : | Camp Coordination and Camp Management (Cluster) |
| CFA : | Colonies Françaises d'Afrique (Franc) |
| DRC : | Danish Refugee Council (<i>Conseil Danois pour les Réfugiés</i>) |
| DTM : | Displacement Tracking Matrix |
| FACA : | Forces Armées Centrafricaines |
| FAO : | Food and Agriculture Organisation (<i>Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture</i>) |
| HeRAMS : | Health Resources Availability Mapping System |
| IASC : | InterAgency Standing Committee (<i>Comité Permanent Inter Agences</i>) |
| JIPS : | Joint IDP Profiling Service (<i>Service Commun pour le Profilage de Personnes Déplacées</i>) |
| LERSA : | Laboratoire d'Économie Rurale et de Sécurité Alimentaire, de l'Université de Bangui |
| MIRA : | Multi Cluster/Sector Initial Rapid Assessment (<i>Évaluation Multisectorielle Initiale Rapide</i>) |
| NRC : | Norwegian Refugee Council (<i>Conseil Norvégien pour les Réfugiés</i>) |
| OMS : | Organisation Mondiale de la Santé |
| PAM : | Programme Alimentaire Mondial |
| PDI : | Populations Déplacés Internes |
| PNUD : | Programme des Nations Unies pour le Développement |
| SFCG : | Search for Common Ground |
| SODECA : | Société de Distribution d'Eau en Centrafrique |
| OIM : | Organisation Internationale pour les Migrations |
| RPGH : | Recensement Général de la Population et de l'Habitat |
| RCA : | République Centrafricaine |
| UNHCR : | Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés |

1. Introduction

1.1 Justification de la revue documentaire

Suite à la crise politico-militaire de la Centrafrique depuis 2013, des populations se sont déplacées et continuent de se déplacer à l'intérieur et à l'extérieur du territoire. Dans la ville de Bangui, ces mouvements ont eu lieu entre arrondissements et quartiers (dans des sites de PDI ou en famille d'accueil), voire des mouvements de populations rurales vers la ville. Entre 2014 et septembre 2015, des mouvements de retour des populations vers leurs zones d'origine ont eu lieu, suite à une relative accalmie dans la ville.

Afin de contribuer à pérenniser ces mouvements de retour et de permettre une réintégration durable de ces populations, les partenaires humanitaires en Centrafrique ont voulu contribuer à la mise en place une politique de solutions durables en faveur des populations ayant été affectées par le déplacement forcé.

La formulation d'une telle politique devrait s'appuyer sur des informations fiables et à jour sur le profil de ces populations, leurs conditions de vie, les obstacles à leur intégration, leurs intentions pour le futur, etc. Ainsi, a-t-il été décidé de réaliser un profilage des populations affectées dans les zones de déplacement et de retour à Bangui et ses environs en amont du processus. Afin de mieux orienter ce profilage, d'identifier les thèmes d'intérêt et les gaps d'information, il a été jugé important de réviser la littérature produite sur les populations déplacées et retournées dans la ville de Bangui, jusqu'au mois de septembre 2015.

Ce document résume les principaux résultats de cette révision d'information secondaire¹. Il ne tient pas en compte la situation sécuritaire à partir de septembre 2015, ni des possibles documents produits suite à cette nouvelle crise. Toutefois, cette analyse secondaire pourrait être un premier pas utile, quand la situation sécuritaire sera stabilisée, pour penser à des solutions pour les populations.

Le document est structuré en cinq sections de contenu et une section de conclusions. Il inclut aussi un **Annexe 1** élaboré par JIPS, avec certaines informations détaillées des secteurs par quartier/arrondissement, un **Annexe 2** avec la méthodologie pour la préparation de cette revue documentaire, et un **Annexe 3** avec une révision documentaire des données sur le conflit et la réconciliation, préparée par le Cluster Protection.

1.2 Limitations de la revue documentaire

La revue documentaire a été préparée sur la base des documents partagés par les acteurs intéressés par le profilage avant et durant la mission JIPS de septembre 2015 (fichier Dropbox). Il est possible que d'autres données/études existent qui ne soit pas tenues en compte dans cette revue en raison de leur indisponibilité dans les archives partagées.

D'autre part, les méthodologies de chacun des documents analysés diffèrent dans leur méthode de collecte de données (qualitative/quantitative), la taille des échantillons, les indicateurs analysés, le type de rapport (analytique/descriptif), etc. De ce fait, cette revue documentaire n'est pas en mesure de faire des analyses comparatives sur l'évolution de la situation, et constitue plutôt une vision générale et descriptive des informations disponibles/lacunes d'information sur la ville de Bangui à un moment précis dans le temps. Une deuxième lecture des acteurs présents sur le terrain indiquerait si ces lacunes sont ou non couvertes par d'autres informations, ou si une collecte d'informations en profondeur serait nécessaire pour une meilleure analyse de la situation.

¹ Les informations ont été partagées via un fichier commun, et classifiées par secteurs. Les acteurs intéressés au profilage ont partagé des documents jugés importants pour l'analyse.

Finalement, la revue documentaire a essayé de faire une analyse des critères pour les solutions durables par quartier, tout en tenant en compte les informations disponibles sur les capacités d'absorption de ces quartiers. Toutefois, la disponibilité de ces informations n'est pas la même pour tous les quartiers/arrondissements, avec de multiples lacunes d'information qui se voient reflétés dans le document.

1.3 Données générales

D'après le dernier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH), effectué en 2003, la République Centrafricaine comptait 3.895.139 habitants. La majorité de la population vivait dans les zones rurales. Cette population était majoritairement jeune (49,4% ayant moins de 18 ans) (Wikipedia 2015). La taille moyenne d'un ménage était de 4,8 personnes, et 22% des ménages étaient dirigés par une femme (MICS 2010).

Selon les projections faites lors du RGPH (2003), la population centrafricaine est estimée en 2015 à 4.953.016 habitants². Bangui compterait 839,081 habitants et la sous-préfecture de Bimbo compterait 276.042 habitants (HumanitarianResponse 2015). La distribution par quartiers serait comme suit :

Tableau 1 – Projections de population à Bangui

| | |
|---|---------|
| 1 ^{er} Arrondissement | 15.716 |
| 2 ^e Arrondissement | 88.121 |
| 3 ^e Arrondissement | 132.232 |
| 4 ^e Arrondissement | 134.408 |
| 5 ^e Arrondissement | 181.896 |
| 6 ^e Arrondissement | 115.291 |
| 7 ^e Arrondissement | 63.492 |
| 8 ^e arrondissement | 107.924 |
| Source : Recensement général de la population (2003) – Projections à 2015 | |

En raison du conflit de 2012-2013 et des subséquents mouvements des populations, ces projections statistiques ne sont plus fiables. La haute mobilité des populations, le déplacement interne, les mouvements de retour et les nouveaux mouvements de déplacement/retour qui ont lieu à partir de Septembre 2015 nécessitent d'une nouvelle analyse sur la distribution démographique des populations de Bangui.

2. Durée et dynamique des processus de déplacement

2.1 Données démographiques générales sur les populations déplacées et retournées

Déplacement intra-urbain et lieux d'origine : Les résultats de l'enquête socio-économique du PNUD (2014) montreraient que la crise à Bangui n'a pas conduit à une arrivée massive de population à l'intérieur de l'aire urbaine, ni de mouvement majeur à l'intérieur de celle-ci. La majorité des déplacements de population s'est effectuée à l'intérieur de la zone urbaine de la capitale et ont touché 15% de l'ensemble des ménages (PNUD 2014). Cette dynamique est réaffirmée dans des documents sur les dynamiques de retour dans les quartiers de Bangui, qui indique que les déplacements de la population sont majoritairement intra-urbains et la quasi-totalité des PDI sont originaires de Bangui (DRC Dynamiques Retour 2015, OIM Return

² La projection de population estimée au mois de Décembre 2015 est de 4.941.983. Source: http://www.geohive.com/earth/population_now2.aspx. Les projections de population pour cette revue documentaire ont été obtenues du site web www.humanitarianresponse.info. Toutefois, les données ont été transférées au site web Humanitarian Data Exchange (www.data.hdx.rwllabs.org)

[Intentions Survey Sept. 2014](#)). Toutefois, il serait intéressant de voir dans une analyse approfondie si des mouvements migratoires ruraux-urbains ont eu lieu vers la capitale comme conséquence des crises, et si ceci aurait contribué à une augmentation de la population dans la ville aujourd'hui.

Composition socio démographique des ménages : Le PNUD (2014) signale que la taille moyenne des ménages (interviewés pour l'étude) à Bangui et Bimbo est de 9 personnes, et on y observe une proportion relativement élevée (15%) de ménages de grande taille (12 personnes ou plus) ([PNUD 2014](#)). Ceci est un indicateur de vulnérabilité, car les mouvements de populations ont fait augmenter la taille totale des ménages, passant d'environ 5 à 9 personnes.

L'augmentation de la taille moyenne des ménages est liée au fait d'héberger, sans contrepartie déclarée, des personnes qui n'étaient pas auparavant des membres du ménage. Il s'agit, généralement, de 2 à 6 membres d'un seul autre ménage ([PNUD 2014](#)). De ce fait, environ 30% de la totalité des ménages interviewés par le PNUD à Bangui partagent leur logement avec un autre ménage. Ces informations sont complémentées par des documents de DRC (2015), qui indiquent que les ménages³ ont accueilli entre 2-4 personnes, et environ 20% des populations hôtes ont accueilli 8 personnes et plus. La taille moyenne des ménages retournés est de 9,3 personnes et celle des familles d'accueil de 9,7 personnes. La taille moyenne des ménages résidents est de 8,8 personnes et des ménages PDI, 7,1. Par ailleurs, environ 30% des ménages interviewés sont des ménages d'accueil. Pour les quatre groupes, les conditions pré-crise étaient similaires en termes de revenu et possession des biens ([DRC données préliminaires étude Résilience 2015](#)).

Ceci mènerait à la question de comment interpréter ces données par rapport à la situation des ménages d'accueil et à des potentielles activités de développement pour ceux-ci (y compris leur ciblage et inclusion dans des programmes d'assistance, en tant que ménages qui hébergent des PDI?). Les recommandations de l'OIM dans son Enquête d'Intentions de Retour de septembre 2015 iraient dans cette optique, invitant à la « conduite d'une enquête... auprès des personnes qui n'ont pas fuit leurs zones d'origine, et des visites de terrain complémentaires sur les zones de retour afin de mieux comprendre les conditions et besoins de retournés et/ou des résidents et d'élaborer une stratégie appropriée pour soutenir le retour durable des déplacés dans leurs lieux d'origine » ([OIM 2015](#)).

Quant à autres indicateurs de vulnérabilité, même sans faire une différence entre ménages PDI et hôtes, le travail du PNUD signale qu'environ 10,7% des ménages est dirigé par un jeune de moins de 29 ans et plus de 16% des ménages sont dirigés par un adulte de 60 ans et plus. Il existe aussi une proportion assez élevée des chefs de ménages veufs(ves), avec une plus haute proportion de femmes (24,5%) contre 2,8% des hommes. Finalement, l'étude souligne une présence importante de handicapés dans les familles hôtes (environ 42%). ([PNUD 2014](#)) Ce pourcentage pourrait signaler l'importance des familles d'accueil pour la protection des personnes à besoin spécifique, mais ce fait devrait être contrasté avec davantage d'études.

2.2 Dynamiques du déplacement (informations disponibles jusqu'à septembre 2015)⁴

Les **principaux mouvements de déplacement à Bangui** ont donc eu lieu en décembre 2013 et janvier 2014, et la grande majorité des personnes ont fuit durant cette période vers un site sur lequel ils se sont installés durablement (DRC 2014). Ces données sont confirmées par les Enquêtes d'Intentions de Retour entreprises par l'OIM au long de 2014 et 2015. Le plus souvent, les raisons de choix d'un site spécifique sont la présence de forces internationales pouvant assurer leur protection physique (ce qui explique les déplacements vers le site de l'aéroport de M'poko, à proximité de la base des militaires français) ou le fait que les personnes pensaient le lieu comme sûr (ce qui explique les mouvements vers les lieux de culte) ([DRC Intentions Retour 2014 / OIM Enquêtes d'Intentions Retour 2014-2015](#)).

³ 1.201 personnes sur 5 arrondissements de Bangui (3,4,5,6,7) et Bimbo

⁴ La plupart des informations de cette section sont extraites des documents faits sur les populations dans les sites de déplacés. La revue documentaire n'a pas trouvé de documents aussi précis sur les raisons pour le choix du lieu de déplacement des PDI en famille d'accueil.

Les interviewés dans l'enquête d'intentions de retour de l'OIM en 2015 indiquent comme **principales causes de fuite** : Insécurité dans lieu d'origine (17%), attaque dans quartier ou lieu d'origine (17%), pillage (13%), maison brûlée/endommagée (12%), menace de mort (11%)⁵ ([OIM Intentions Retour 2015](#)). Les causes de fuite évoquées dans d'autres documents consultés (enquêtes DRC et OIM 2014-15) confirment cette tendance. La revue documentaire n'a pas trouvé un document aussi précis avec les raisons de déplacement des PDI en famille d'accueil, même si l'on pourrait inférer les mêmes raisons.

Les **personnes sont restées sur leur lieu de déplacement**, souvent parce qu'il était suffisamment proche de leur lieu d'origine, mais aussi parce qu'avec le temps, une dynamique interne au site se crée, avec ses activités commerciales et sociales dans et autour du camp. ([DRC Intentions Retour 2014](#)).

L'étude de DRC sur les dynamiques de retour (2015) montre aussi que la plupart des PDI urbains s'est installée durablement dans le site où ils ont trouvé refuge, avec **peu de déplacements d'un site à l'autre**. L'enquête OIM (2015) sur les intentions de retour des PDI confirme cette tendance, avec 90% des PDI interviewés ayant habité un seul site depuis leur déplacement. D'autre part, l'étude de DRC sur les dynamiques de retour montre une claire proximité des sites PDI aux endroits de retour. Ceci serait un indicatif d'instabilité, soulignant le souhait d'être proche à un site protégé en cas de troubles ou de compensations économiques quelconques pour le retour ([DRC Dynamiques Retour 2015](#)).

Quant aux **populations en famille d'accueil et les ménages hôtes**, leurs mouvements sembleraient être plus dynamiques. Ainsi, le PNUD (2014) indique que les trois quarts des personnes ayant changé de domicile suite à des menaces ont trouvé refuge temporairement dans un site de déplacés avant de s'installer dans une famille hôte. Les principales **zones d'origine des familles qui ne sont pas en site PDI** seraient le 6^e arrondissement, Bimbo (1 et 3), le 4^e et 7^e arrondissement. Les principales zones de retour des populations « déplacées de moins d'un an » (2013) seraient les 3^e et 5^e arrondissements, ainsi que Bégoua (Bimbo 2) ([PNUD 2014](#)).

En ce qui concerne les **dynamiques changeantes dans les zones de concentration des PDI à Bangui**, les données secondaires montrent un changement dans ces zones, qui pourrait avoir lieu en raison de la fermeture des sites ou du retour spontané dû à l'accalmie relative de la ville. Toutefois, ces informations devront être révisées en vue de la situation sécuritaire de fin 2015.

Mouvements pendulaires :

La dynamique des retours dans les quartiers a été facilitée par le fait que la majorité des PDI ont trouvé refuge dans des sites qui se situaient à proximité de leurs quartiers. Ceci a permis à bon nombre d'entre eux d'effectuer des mouvements pendulaires afin de préparer le retour, en allant évaluer la situation sécuritaire et en nettoyant les parcelles. De ce fait, on a pu voir 2 types de mouvements pendulaires: 1) les déplacements de jour des PDI quittant les sites pour se rendre dans leurs quartiers d'origine et / ou de réinstallation potentielle (« évaluer les conditions » pour préparer retour) ; 2) les déplacements des « retournés » qui reviennent dans les sites (par exemple, plusieurs PDI déjà rentrés dans les quartiers ne quittent pas officiellement les sites et y maintiennent une présence au niveau de leur tentes) ([DRC Dynamiques Retour 2015](#)).

2.3 Dynamiques de retour et autres solutions (relocalisation/rester dans les sites)

Les **dynamiques de retour** des PDI à Bangui sont liées, entre autres, aux conditions de vie précaires dans les sites, la diminution des services offerts par les acteurs humanitaires, la baisse du dynamisme économique dans les sites de retour (par exemple, dû au départ des commerçants ayant cumulé un capital qui leur a permis de retourner dans leurs quartiers d'origine), l'insécurité sur les sites ([DRC Dynamiques Retour 2015](#)).

⁵ Parmi les raisons minoritaires pour se déplacer, les interviewés signalent "bloqué par la crise", "on m'a obligé", "fuite de ma famille/mes voisins", "conflits intra-communautaires", "raisons économiques" ou "vendre des biens et produits sur le marché du site" (OIM, 2015).

Les populations ayant déjà retourné dans leurs endroits d'origine identifient trois principaux déterminants pour retour: la sécurité, l'accès aux services et les moyens permettant d'assurer un retour. Les PDI qui souhaitent retourner, voudraient le faire en majorité dans les lieux de résidence avant le conflit ([OIM Intentions Retour 2015](#)). Finalement, les locataires, de par leur flexibilité en termes de mouvement, ont plus facilement quitté les sites que les propriétaires ([DRC Dynamiques Retour 2015](#)). Toutefois, la revue documentaire n'a pas trouvé des documents de suivi sur la condition de ses locataires dans leurs endroits de retour.

Les partenaires interviewés par la mission JIPS en septembre 2015 ont souligné des arrondissements d'intérêt en terme de quantité de retournés, retournés en familles d'accueil, PDI en famille d'accueil, etc. ([Mission JIPS 2015](#)).

- Bimbo et les 8^e et 5^e arrondissements auraient un nombre important de familles retournées. Le 7^e arrondissement aurait le plus réduit nombre de retournés.
- Bimbo aurait aussi un grand nombre de familles d'accueil, ainsi que le 7^e et 2^e arrondissements.
- Le 1^{er} arrondissement et Bégoua hébergent les déplacés les plus anciens. Dans le 1^{er} arrondissement, et aussi dans le 2^e, le coût des maisons serait plus élevé, étant ainsi des sites d'installation temporaire des retournés, le temps de trouver un autre logement.
- Dans le 3^e arrondissement, le problème de la destruction des maisons se pose comme obstacle pour le retour. Cet arrondissement est une zone de déplacement pour les musulmans de la ville et de l'intérieur du pays, qui cherchent la protection de leur groupe communautaire se trouvant dans l'enclave du PK5. Le problème existe aussi dans le 5^e arrondissement.
- Le PK12, PK13 et PK15 hébergeraient des PDI dans des zones de vocation rurale, dont les dynamiques, vulnérabilités, besoins et capacités des populations pourraient être différentes que dans le reste des zones urbaines de Bangui. Ceci pourrait être associé à une diversification des activités génératrices de revenu des populations retournées.

Les mouvements de retour seraient en train d'engendrer une **reconfiguration spatiale des différents arrondissements et quartiers de Bangui**. Ainsi, par exemple, alors que les populations musulmanes se réinstallent principalement dans le 3^e arrondissement, le phénomène inverse s'opère pour les autres populations, posant un sérieux risque en termes d'homogénéisation démographique. Le 3^e arrondissement héberge aussi des réfugiés dans d'autres pays qui retournent en Centrafrique, soient-ils des rapatriés spontanés ou des personnes qui logeaient dans des maisons du 3^e dont les propriétaires sont de retour. D'autre part, il semblerait que certains Musulmans cherchent à vendre leurs terrains situés dans le 5^e et 8^e arrondissements, pour s'installer dans le 3^e (acheter les parcelles des communautés chrétiennes) ([DRC Dynamiques Retour 2015](#)).

On assisterait alors à une homogénéisation des quartiers sur une base religieuse: les populations musulmanes qui vivaient dans les différents arrondissements de Bangui avant la crise se réinstallent principalement dans le 3^e arrondissement, plus précisément dans la zone de PK5. Aussi, selon la CMP, les populations majoritairement musulmanes qui ont trouvé refuge au Tchad et au Cameroun pendant la crise, de retour à Bangui, s'installeraient-elles d'abord prioritairement sur les sites et dans les quartiers situés dans le 3^e arrondissement. Les populations chrétiennes qui vivaient dans le 3^e arrondissement retournent dans d'autres quartiers. La pérennisation de cette situation comporterait d'importants risques en termes de cohésion sociale intercommunautaire. Une telle division poserait d'énormes défis en termes de politiques de réconciliation, d'urbanisation, voire même de développement économique.

Finalement, il semblerait que la plupart des déplacés de M'poko – pas seulement ceux du 3^e – se seraient installés dans d'autres quartiers, principalement dans les 5^e et 8^e arrondissements (Combattant, Galabadya, Miskine, Ben Zvi, Lakouanga, Vara, Yangata, Mbingéwé, Garaba, Ben Zvi) de même que dans Boeïng. ([DRC Dynamiques Retour 2015](#))

Parmi les **problèmes généraux liés au retour**, l'on souligne la destruction ou perte des maisons, autres problèmes liés à la maison, manque de moyens financiers, insécurité, autres ([DRC données préliminaires étude Résilience 2015](#)). Ces données corroborent celle de l'enquête d'intentions de retour de l'OIM où la

sécurité n'était plus le principal obstacle pour retourner. Ainsi, les interviewés signalaient comme condition pour le retour les moyens financiers et les logements (OIM 2015).

En plus de la sécurité, de l'accès aux services de base et de l'activité économique, les **déplacés choisissant de se relocaliser dans d'autres quartiers** évoquent la présence des membres de leur famille ou de leur communauté de même que la disponibilité et le prix des logements à louer comme facteurs motivant leur choix. Les 5ème, 8ème arrondissements et Bimbo semblent être les principales zones de choix pour les réinstallations potentielles. Il est à noter que bon nombre de Musulmans réfugiés dans le PK5 n'ont pas l'intention de retourner dans leurs quartiers d'origine à court terme. A l'opposé, les PDI originaires du 3ème – aujourd'hui principalement à M'poko - craignent de retourner chez eux et ont eux aussi décidé de se réinstaller (DRC Dynamiques Retour 2015).

Un point important à signaler parmi les dynamiques/problèmes liés au retour est celui des **PDI dans le site de M'poko**. Face aux pressions et menaces de fermeture du site, avant septembre 2015, les déplacés souhaitant retourner ont bénéficié d'un kit d'accompagnement de retour, composé de 90 000 CFA, une moustiquaire, une bâche et l'équivalent de 3 mois de ration alimentaire. Parmi les effets de ce soutien, les études notent une multiplication des mouvements pendulaires dans les autres sites depuis l'annonce de la fermeture de M'poko: une partie des déplacés ayant déjà regagné leurs quartiers décident de revenir dans les sites – surtout en journée – en espérant bénéficier d'une compensation financière ou matérielle (DRC Dynamiques Retour 2015). De là il serait possible d'inférer le besoin de s'appuyer sur des aspects de Do No Harm face au soutien au retour. Jusqu'à la préparation de cette revue documentaire, il n'y avait pas d'études disponibles sur l'impact des kits sur les déplacés étant partis de M'poko. Cet aspect pourrait être davantage analysé en cas de futures distributions de ces kits.

D'autre part, les PDI demeurant sur les sites se plaignent d'un **manque de clarté sur le caractère «volontaire» des retours**, le système d'allocation des compensations, et surtout les mesures d'accompagnement au sein des quartiers. Le sort des déplacés de M'poko – surtout originaires du 3ème arrondissement – ne pouvant pas rentrer dans leurs quartiers d'origine et n'ayant pas les moyens de se réinstaller de manière pérenne demeure un enjeu majeur. (DRC Dynamiques Retour 2015). Il est à noter que cette situation pourrait se répéter (des PDI qui ne peuvent/veulent pas retourner), une fois la sécurité stabilisée à Bangui et que des nouveaux retours commenceraient à avoir lieu.

Rester dans les sites est une option pour une partie des populations déplacées. Parmi les raisons évoquées on trouve (i) absence de moyens financiers, (ii) logement détruit, (iii) Biens volés, (iv) Économies pillées, (v) Sentiment d'insécurité dans les quartiers d'origine et (vi) autres diverses raisons (OIM Intentions Retour 2015). Les études des dynamiques de retour (DRC 2015, OIM 2015) font aussi mention aux intentions de rester dans les sites de certains déplacés qui craigneraient l'insécurité et le **manque d'accès au logement** dû à la destruction des maisons ou au **manque de moyens**. Les sujets de préoccupation des PDI vis-à-vis le retour pourraient indiquer une nécessité d'engager des acteurs de développement dès la planification des retours, pour faciliter le processus et les solutions pour les retournés.

Parmi les raisons pour rester dans les sites, il semble qu'une minorité de PDI y restent car ils ont développé une certaine dépendance à la vie des sites: petits commerces, vente de biens de première nécessité, latrines payantes, bars, clubs vidéo, marché noir, etc. D'autres dépendent économiquement en tant que main d'œuvre des activités de gestion et réhabilitation des sites, et certains autres restent dans l'espoir de bénéficier de compensations financières ou matérielles éventuelles, surtout depuis l'annonce du désenregistrement de M'poko. Ceci a notamment engendré des frustrations chez les déplacés en majorité musulmans situés dans le PK5, qui ne bénéficieront vraisemblablement pas de compensations et n'ont pas l'opportunité de visiter leurs parcelles dans leurs quartiers d'origine. (DRC Dynamiques Retour 2015). Finalement, il existerait une pression des leaders des groupes armés/pression de leaders par peur de perdre leur influence dans le lieu de retour (DRC Dynamiques Retour 2015). Il serait important de prendre en compte ces dynamiques dans le cadre d'un éventuel processus de retour une fois la situation stabilisée à Bangui, notamment les « push and pull factors » pour le retour.

Relocalisation : Seuls 1% des IDP de M'poko souhaitent se relocaliser dans le reste du pays (DRC [Dynamiques Retour 2015](#)). La revue documentaire n'a pas trouvé davantage d'informations détaillées sur les intentions de relocalisation des PDI en dehors Bangui. La relocalisation se fait intra-arrondissements de Bangui.

Déplacement suite à la crise de septembre 2015 : Au cours des violences du mois de septembre, les populations se sont déplacées des 3^e et 5^e arrondissements, épicentres des affrontements, vers le 2^e arrondissement et Bimbo. Ces populations y ont été accueillies dans les sites et dans les familles d'accueil (CMP, [Septembre 2015](#)).

Les 3^e et 5^e arrondissements, ainsi que Bégoua (Bimbo 2) sont les principales zones d'origine (DRC, 2015). Ces dynamiques observées au cours des précédentes crises se sont confirmées au cours de la crise de septembre 2015. En effet, Une enquête réalisée par DRC après la crise de septembre 2015 révèle que :

- Bimbo est une zone d'accueil importante;
- Le 3^e arrondissement est la principale zone de départ ;
- Compte tenu de la proximité des zones du 3^e arrondissement et de Bimbo, il est fort probable que la majorité des personnes du 3^e arrondissement se soient déplacées vers Bimbo
- la grande majorité des déplacements du 4^e arrondissement ont été internes à l'arrondissement.

2.4 Analyse par arrondissement/quartier

L'analyse par arrondissement présente les faits saillants de la revue documentaire en termes de dynamiques démographiques, lieu d'origine des PDI, lieu de réception/retour. Les cases vides correspondent aux arrondissements où des informations n'ont pas été trouvées dans la revue documentaire. Le détail des informations est présenté dans **l'Annexe 1 – Détail par arrondissement/quartier**.

Tableau 2 – Dynamiques du déplacement/retour par arrondissement

| Arrondissement | Démographie | Dynamiques de déplacement | Dynamiques de retour | Problèmes particuliers liés au retour |
|----------------|---|--|--|---|
| 1 | | | Un seul quartier signalé comme quartier d'intention de retour par les déplacés de M'poko (Clusters CCCM/Abris 2015) | |
| 2 | | | Quatre quartiers signalés comme quartiers d'intention de retour par les déplacés de M'poko (Clusters CCCM/Abris 2015) | |
| 3 | <p>Forte mixité de population musulmane et non musulmane avant la crise en : Camerounais Yaoundé, Fondo, Camerounais Douala. D'autres quartiers du PK5 comptaient même des populations non-Musulmanes en majorité (Guida, Ramandji, Boulata, Yambassa, Gbaya Dombia). (DRC Étude PK5 2015)</p> <p>À analyser dans ces quartiers la possible présence de population non-musulmane après la crise, et leurs vulnérabilités particulières.</p> | <p>Lieu d'origine de la majorité des déplacés de M'poko (voir analyse par quartiers dans l'Annexe 1) (DRC Dynamiques Retour 2015)</p> <p>Mouvements pendulaires des habitants des sites, pendant la journée et retour au site la nuit.</p> | <p>Important lieu de retour des populations de M'poko et des populations qui sont chez des familles hôtes (DRC 2015 / PNUD 2014)</p> <p>Possibles dynamiques de retour/déplacement/permanence à analyser dans le PK5:</p> <p>1. Présence de populations non musulmanes qui ne sont pas parties des quartiers ; 2. Retour timide des populations non musulmanes dans les quartiers ; 3. Retour des populations musulmanes dans les quartiers ; 4. Retour de personnes « pas originaires du quartier » ; 5. Retour de réfugiés en provenance du Tchad. À contraster avec des possibles mouvements de nouveaux déplacements/retours après la crise de Septembre 2015.</p> <p>Source : DRC Étude PK5 2015 Voir détails par quartier dans l'Annexe 1.</p> | <p>Quartiers en partie transformés en zones de pâturage non habitables : les éleveurs, certains armés, menacent les populations déplacées souhaitant regagner ces zones (DRC Tendances protection/ Dynamiques retour 2015).</p> <p>Logement et occupation des maisons en absence des PDI. Arrivée des étrangers qui n'habitaient pas la zone (populations arabes qui ne parlent Sango ni Français) (DRC étude PK5 2015)</p> <p>Les mouvements pendulaires des habitants du 3è engendrent des risques de protection: Les victimes sont le plus souvent des personnes déplacées, parties vendre des légumes et autres produits, ou effectuant des mouvements dans leur quartier d'origine afin d'y nettoyer leurs concessions. (DRC Dynamiques retour 2015)</p> |

| | | | | |
|---------------------------------|---|---|---|---|
| 4 | Forte présence de ménages hôtes (PNUD 2014) Dans le quartier de Votobongo 2, présence de déplacés du 3è âge, particulièrement vulnérables (DRC Feuillet protection 2015) | | Lieu de réception de certains déplacés de M'poko et des retournés dans des familles hôtes (DRC 2015, PNUD 2014). Lieu de réception de ménages qui ne sont pas chez des ménages hôtes. (PNUD 2014) | |
| 5 | Arrondissement de forte dynamique économique et en nombre de population (ICASES 2008), dû au fort développement de l'économie informelle (ACTED 2015) | Lieu d'origine de déplacés de M'poko (10%) et de déplacés e famille d'accueil (DRC Dynamiques Retour 2015 et PNUD 2014) | Important lieu de réception de certains déplacés de M'poko et des retournés dans des familles hôtes (DRC 2015, PNUD 2014). Lieu de réception de ménages qui ne sont pas chez des ménages hôtes. (PNUD 2014) | Quartiers en partie transformés en zones de pâturage non habitables : les éleveurs, certains armés, menacent les populations déplacées souhaitant regagner ces zones (DRC Tendances protection 2015). |
| 6 | Forte présence de ménages hôtes (PNUD 2014) | | Lieu de réception de certains déplacés de M'poko, même si en moindre mesure. (Cluster CCCM/Abris 2015) | |
| 7 | Forte présence de ménages hôtes (PNUD 2014) | | | |
| 8 | Forte présence de ménages hôtes (PNUD 2014) | | Lieu de réception de certains déplacés de M'poko, même si en moindre mesure. (Cluster CCCM/Abris 2015) | |
| Bimbo / Bégoua (Bimbo 2) | Forte présence de ménages hôtes (PNUD 2014) | Lieu d'origine et lieu de réception des PDI lors de la crise (PNUD 2014 et DRC 2015) | Intention de réinstallation des déplacés de certains du 3è arrondissement (DRC dynamiques Retour 2015) Important lieu de réception de certains déplacés de M'poko et des retournés dans des familles hôtes (Cluster CCCM/Abris 2015, PNUD 2014). | |

Sources : Élaboration de JIPS avec des inputs de DRC (multiples documents), PNUD, ACTED, Cluster CCCM/Abris.

3. Critères IASC pour les solutions durables

3.1 Sureté, sécurité et liberté de mouvement

Sauf dans le cas du PK5 (multiples études de DRC), cette revue documentaire n'a pas trouvé d'analyse détaillée des conditions de sécurité par arrondissement et par quartiers de la ville. Néanmoins, une analyse générale peut donner un aperçu de la situation, des perceptions d'insécurité, et des risques de protection.

3.1.1 Conditions de sécurité

Malgré l'action des forces internationales et des FACA, l'insécurité règne encore en RCA en général et à Bangui en particulier. Cette insécurité est entretenue par la circulation massive des armes, la présence de groupes armés dans des quartiers et l'absence des forces de l'ordre à l'intérieur des quartiers. À ceci pourrait s'ajouter la criminalité due au manque d'activités économiques. DRC indique que « Les forces de l'ordre – nationales comme internationales se contentent principalement de patrouiller sur les grands axes (Avenue Koudoukou, Avenue de France) et n'entrent pas en profondeur dans les quartiers ». ([DRC Cartographie des risques sécuritaires 2015](#))

Avant les événements de septembre 2015, les données indiquaient que l'arrondissement dont on disposerait plus d'informations détaillées sur la situation sécuritaire serait le 3^e, suivi de quelques informations générales sur les 4^e, 5^e et 8^e arrondissements et Bimbo. La majorité des incidents de protection dénoncés à travers de la Ligne Verte ont eu lieu dans le 3^e, 4^e et 8^e arrondissements, avec une majeure fréquence de violences sexuelles et violences physiques ([DRC Ligne Verte Jan-Juill./15](#)). Dans le PK5, aux frontières artificielles imposées par les groupes armés s'imposerait aussi la prise en compte d'une réponse en termes de protection des populations vulnérables et d'accès aux services primaires ([DRC étude PK5 2015](#)). La zone vit une grande circulation d'armes originellement données à la Séléka et la sécurité à l'intérieur des quartiers est « assurée » par des groupes d'autodéfense. Dans le cas de Bimbo, environ un quart des incidents reportés dans la Ligne Verte ont lieu dans cette zone, notamment dans les zones de Bégoua et Boeing. ([DRC Ligne Verte Jan-Juill/15](#)).

Une analyse future sur la situation de sécurité à Bangui devrait inclure des données de la MINUSCA et/ou UNDSS, ainsi que d'autres acteurs sur le terrain et des informateurs clés. La dégradation de la situation sécuritaire et ses conséquences (p.ex. réorientation des priorités des équipes vis-à-vis le contexte) n'ont pas permis l'accès à ces documents pour la préparation de cette revue documentaire.

3.1.2 Perceptions de sécurité

Jusqu'à l'élaboration de cette revue documentaire, les perceptions d'insécurité restaient fortes, plus particulièrement dans le 3^e, 4^e et 5^e arrondissements ([DRC données préliminaires étude Résilience 2015](#)).

Quant à la liberté de mouvements, la perception de restriction était forte dans le 3^e arrondissement, plus particulièrement dans le PK5. L'enclavement du PK5 et la paralysie quasi-totale des mouvements entrants et sortants de ces quartiers a détruit presque tous les canaux traditionnels et officiels de communication ([DRC données préliminaires étude Résilience 2015](#)). L'enclavement s'est vu aggravé par la crise de septembre 2015, selon des informations de presse ([Informations de presse, multiples sources, 2015](#)).

3.1.2.1 Questions de protection

Un aperçu des incidents de protection enregistrés par la Ligne Verte indiquerait que 66% des victimes de violations des droits humains sont des femmes et 34% des hommes, à Bangui et Bimbo. Dans un tiers des cas, c'est un mineur qui a été la victime de la violation rapportée. La grande majorité des incidents a touché des résidents, c'est-à-dire des personnes non déplacées. (DRC Ligne Verte Jan-Juill/15)

Une analyse générale de questions de protection de l'UNHCR en 2015 fait référence à des agressions dans les camps dans la nuit, la violence contre les femmes et les enfants, la séparation des familles, dommages à la propriété et pillage et la perte des sources de revenus. La situation des populations enclavées reste une inquiétude majeure car à Bangui, dans le quartier du PK5, les violences de septembre ont contribué au confinement de 26.000 personnes. Malgré la présence des troupes de maintien de la paix, le quartier est entouré de groupes et milices armées qui préviennent les mouvements. (UNHCR Regional Update 2015)

La cartographie des risques de protection (DRC 2015) élaborée pour douze quartiers du PK5 présente des aussi des risques, identifiés par quartier, tels que :

- Perte ou absence de documents
- Enfants séparés ou non accompagnés
- Problèmes d'accès à l'éducation
- Accès au logement
- Mariage précoce et/ou forcé
- VBG, violence psychologique et discriminations basées sur le genre
- Dénier de ressources ou opportunités basé sur le genre
- Absence des forces de l'ordre
- Circulation d'armes
- Présence d'hommes en armes dans les quartiers
- Jeunesse à risque due à l'implication dans des groupes armés
- Absence de mécanismes de gestion de conflits, et rumeurs
- Problèmes d'accès aux services : eau, nourriture, etc.

Dans cinq des douze quartiers, les risques particuliers de protection incluent: Accès à l'éducation; Tensions sociales liées aux nouveaux arrivés; Tensions sociales liées au retour des PDI; Restrictions sur la liberté de circulation; Troubles perpétrés par la jeunesse; Gratuité des soins ; Accès à l'eau potable ; Documentation civile des enfants.

Parmi d'autres questions de protection au PK5, l'on signale le cas des populations non musulmanes et leurs risques associés. Des risques se présentent aussi pour les mineurs tels que les mariages précoces imposés par les familles, mariages de jeunes couples dont les deux membres ont moins de 18 ans ou la prostitution de mineurs dans les quartiers à proximité du marché (DRC Cartogr. Protection 2015).

Finalement, dans le retour, les risques de protection incluent des orphelins ou non accompagnés qui se retrouveront vraisemblablement en famille d'accueil, situation qui les rend particulièrement vulnérables aux risques d'exploitation (activités de ménage, petit commerce, etc.), de maltraitance, et de déscolarisation/capacité d'absorption du système scolaire). D'autres risques incluent l'accès à la documentation civile pour assurer la protection des PDI rentrant dans les quartiers, y compris un bon nombre de cas d'enfants non déclarés – surtout ceux nés depuis la crise - en raison de la fermeture de l'Etat civil ou du déplacement des chefs de quartier (DRC dynamiques Retour 2015).

3.1.2.2 VBG

Les violences sexuelles sont le principal type de violation enregistré dans la capitale, suivies par les violences physiques. Les assassinats/meurtres, les enlèvements et les vols/pillages sont également des violations récurrentes. (DRC Ligne Verte Jan-Juill/15). Ainsi, il serait possible d'affirmer que les risques de

protection seraient pour la plupart liés au genre, y compris des restrictions de circulation, déscolarisation, violence conjugale, etc. (DRC Cartogr. Protection 2015). Dans le PK5, notamment, certains Non Musulmans – principalement des femmes – seraient utilisés comme « passeurs » afin de ravitailler les quartiers en produits alimentaires qu'ils vont se procurer à leurs risques et périls sur les sites de déplacés de l'aéroport M'poko, de Castor et du lycée de Fatima, en échange d'une protection (DRC étude PK5 2015).

3.2 Jouissance sans discrimination d'un niveau de vie suffisant

Pour le Cadre IASC pour les solutions durables, atteindre un niveau de vie adéquat pour les populations déplacées implique que « *les personnes déplacées ... jouissent, sans discrimination, d'un niveau de vie suffisant, à savoir à minima un abri, des soins de santé, de la nourriture, de l'eau et d'autres moyens de survie* »⁶. La revue documentaire présente des informations collectées dans ce sens:

3.2.1 Nourriture et eau potable

3.2.1.1 Population en insécurité alimentaire à Bangui (y compris stratégies d'adaptation)

L'accès à la nourriture est l'un des sujets qui ont le plus fait l'objet de recherche en Centrafrique depuis la survenue de la crise. Parmi ces recherches, on peut citer l'enquête de résilience réalisée par DRC auprès de ses bénéficiaires à Bangui, les rapports IPC, l'évaluation de la situation de la sécurité alimentaire en république centrafricaine en 2014 par le PAM et la FAO, l'Évaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence (EFSA réalisée par le PAM avec la participation de FAO, ACF, ACTED, Triangle IDH, IEDA Relief, le Cluster Sécurité Alimentaire et l'ICASEES, certains travaux d'ACTED menés sur la dynamique des marchés à Bangui et Bimbo), ou les MIRA du Cluster Sécurité Alimentaire.

Plus particulièrement, sur Bangui, l'étude sur les marchés d'ACTED (2015) souligne que la situation s'est améliorée depuis la crise de mars 2013 : les prix sont restés plutôt stables, l'offre s'est accrue mais on note toujours une faible disponibilité alimentaire sur l'ensemble de la zone. Les ménages ont subi une perte des sources de revenus habituels, amenant ainsi les ménages agricoles à procéder à des récoltes précoces ou des ventes à perte des produits de ces récoltes prématurées. Les pertes de revenus n'affectent pas uniquement les producteurs et commerçants mais aussi les éleveurs. Ces pertes de revenu provoquent la perte du pouvoir d'achat d'une bonne partie de la population. Les plus dépendants des marchés devront acheter à crédit là où possible. (ACTED, LERSA 2015).

Les prix des denrées alimentaires ont connu une hausse relative en 2014, et l'indice des prix a atteint en moyenne annuelle 8,1%. Cette tension inflationniste, s'explique principalement par la baisse de la production agricole et les difficultés d'approvisionnement en produits alimentaires de base, compte tenu de l'insécurité généralisée sur les axes routiers. D'autre part, on a assisté à une érosion du pouvoir d'achat des ménages, où leurs sources de revenus restent aléatoires et fortement dépendantes du secteur informel et des autres activités d'appoints (agriculture, pêche, cueillette, etc.). (ACTED, LERSA 2015) 73% des dépenses des ménages⁷ ont été consacrées à la nourriture, et environ 48% des ménages déclare avoir contractés des dettes pour subvenir à leur besoin alimentaire. La moyenne de l'endettement des ménages est de 6.486 FCA (pour la période juin 2014), soit environ 1/3 du budget moyen consacré à la nourriture par les ménages (ACF, 2014). (En : ACTED, LERSA 2015)

Parmi d'autres caractéristiques de la population, les données préliminaires de l'étude de DRC sur la résilience (2015) montrent que 77% des adultes et 63% des enfants ont accès seulement à 1 repas par jour, et que seuls 2% des adultes et 7% des enfants ont droit à 3 repas par jour. Les stratégies d'adaptation

⁶ Comité Permanent Inter Organisations. Cadre Conceptuel sur les Solutions Durables pour les Personnes Déplacées à l'Intérieur de leur Propre Pays. Projet Brookings-Bern sur le Déplacement Interne. Avril 2010. En : <http://www.brookings.edu/~media/research/files/reports/2010/4/durable-solutions/durablesolutionsfrench-final.pdf>

⁷ Ménages enquêtés par l'étude.

incluent la diminution de la quantité de nourriture dans chaque repas, la réduction du nombre des portions, la réduction du nombre des repas ou la réduction de l'alimentation des adultes pour nourrir les enfants. Dans d'autres cas, certains ménages passent les journées sans manger ou vendent leurs biens pour acheter nourriture (OIM Intentions Retour 2015). Même si ces informations s'appliquent seulement à un échantillon de population PDI en site ou retournée (dans le cas des études de l'OIM/ DRC), il est important d'approfondir davantage dans l'analyse.

Le **Tableau 3** - Analyse de la sécurité alimentaire par quartiers (IPC Avril 2015), montre la situation suivante :

| Arrondissement | Classement de vulnérabilité alimentaire | Commentaires selon Manuel Technique IPC ⁸ |
|----------------|---|---|
| 1 | Minimale | Plus de quatre sur cinq ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels de nourriture et articles non alimentaires, sans s'engager dans des stratégies atypiques et insoutenables pour accéder à la nourriture et aux revenus, y compris la dépendance de l'aide humanitaire. |
| 2 | Minimale | |
| 3 | Sous pression | Même avec la provision d'aide humanitaire, la consommation de nourriture d'un ménage sur cinq dans la zone est minimalement appropriée. Toutefois le ménage est incapable d'investir en articles essentiels au delà de la nourriture, sans s'engager dans des stratégies d'adaptation irréversibles. |
| 4 | Sous pression | |
| 5 | Sous pression | |
| 6 | Sous pression | |
| 7 | Sous pression | |
| 8 | Minimale | |
| Bimbo | Crise | Malgré l'assistance humanitaire, au moins un ménage sur cinq dans la zone souffre de : lacunes dans la consommation alimentaire et malnutrition aigüe ou par dessus le niveau habituel, Ou Sont légèrement en mesure de satisfaire les besoins alimentaires uniquement grâce à l'épuisement de leurs moyens de subsistance, qui mèneront à des lacunes dans la consommation de nourriture. Pour l'IPC, Bimbo – étant une zone qui accueille la plupart des déplacés de Bangui – a besoin d'une réponse rapide pour assurer la reprise des activités agricoles à travers des aides alimentaires, le rétablissement des moyens d'existence et l'appui soutenu à la résilience (IPC 2015) |

L'analyse d'accès à la nourriture doit être fait en conjonction avec une analyse d'accès aux marchés et lieux d'approvisionnement. Dans ce sens, les études faites par ACTED (2014 et 2015) ou le cluster CCCM/Abris (2015) signalent que :

- 64% des ménages ont recours au marché comme principale source d'approvisionnement.
- Dans les zones les plus touchées par la crise, plus de 80% de ménages ont perdu leur revenu minimal.
- La crise a engendré des réductions stocks de marché.

⁸ Le Manuel Technique de l'Integrated Food Security Phase Classification – IPC développe des critères pour mesurer la sécurité alimentaire par zone et/ou par ménage. Dans ce cas, le critère par zone est utilisé. La classification comprend : Score de consommation de nourriture, changement de sources de revenu, statut nutritionnel et mortalité. Le manuel peut se trouver en http://www.ipcinfo.org/fileadmin/user_upload/ipcinfo/docs/IPC-Manual-2-Interactive.pdf

- Le PK5 est le plus important marché grossiste de la ville. La rupture des relations avec ce marché a impacté les autres marchés. Le déplacement des populations musulmanes (traditionnellement commerçantes) a contribué à la rupture de chaînes d'approvisionnement et stocks.
- Certains marchés se sont déplacés dans des lieux d'urgence, près des sites PDI.
- Selon les informations du cluster CCCM/Abris (2015) (intentions de retour des déplacés de M'poko), le PK5 aurait une situation d'accès acceptable au marché (le quartier de Gbaya Dombia étant le siège du marché)

Si bien les études ont été faites dans les 3^e, 4^e et 5^e arrondissements, une analyse des capacités d'accueil des populations retournées dans les quartiers devrait tenir en compte l'accès aux marchés – entre autres – comme déterminant pour l'accès des ménages à la nourriture. La restitution des marchés pourraient être perçue comme un « push factor » pour le retour, facilitant non seulement l'accès à la nourriture mais les dynamiques sociales qui dérivent du marché (par exemple, la adhérence à des associations de marché, la mixité sociale, etc.).

3.2.1.2 Accès à l'eau potable et l'assainissement

D'après l'enquête MICS IV, à Bangui, 96% de la population boit l'eau améliorée. Toutefois, ces informations datent de 2010 et ne tiennent pas en compte le niveau de destruction d'infrastructures/contamination/contraintes pour l'accès à présent.

L'accès à l'eau potable, l'assainissement et l'hygiène est assuré par les partenaires humanitaires dans les sites de déplacés de Bangui, par exemple à travers des pompes ou des branchements SODECA (Société de Distribution d'Eau en Centrafrique), ainsi que des puits ou des camions d'eau. Toutefois, les données pour cette revue documentaire ont révélé peu d'informations détaillées sur l'accès à l'eau dans les arrondissements et quartiers de retour ou qui hébergent des PDI en famille d'accueil. Le cluster Abris et ACTED (2015) ont mené une recherche sur l'accès aux services sociaux de base dans quelques arrondissements de la ville de Bangui, mais ces informations n'étaient pas disponibles au moment de la préparation de la revue documentaire.

La cartographie faite par les Clusters Abris/CCCM (2015) sur les quartiers d'intentions de retour des PDI de M'poko établit des quartiers en situation critique ou très critique vis-à-vis des capacités en eau et assainissement pour le retour. Cette catégorisation se base sur des indicateurs en ressources d'eau, gestion de déchets et équipements sanitaires : 15 quartiers du troisième arrondissement seraient en situation très critique, 10 en situation critique et 5 en situation acceptable (voir détail dans **l'Annexe 1**). Les problèmes d'accès à l'eau incluent des pompes non fonctionnelles, contamination des puits par des cadavres, infrastructures désuètes ou non-utilisées ([DRC Cartogr. Protection 2015](#)).

Quant à Bimbo, 15 de ses quartiers sont catalogués comme « très critiques » et trois « critiques ». Ceci révèle une vulnérabilité structurelle dans les capacités d'accueil, étant une zone de retour mais fortement affectée en termes de sécurité alimentaire et accès à l'eau (Cluster CCCM/Abris 2015).

Les capacités d'assainissement révèlent une situation similaire, avec 23 quartiers du troisième arrondissement en situation « très critique » et un en situation « critique ». À Bimbo, la situation semblerait s'améliorer un peu, avec 6 quartiers en situation « très critique ».

3.2.2 Santé

La revue documentaire n'a pas trouvé des informations détaillées sur la situation de santé dans les arrondissements/quartiers de Bangui, mais des inférences peuvent être faites à partir des informations collectées au niveau national.

La crise a affecté toutes les composantes du système de santé entraînant son effondrement: destruction de 27% des infrastructures sanitaires, pillage des médicaments et équipements, déplacement du personnel y

compris ceux chargés de la gouvernance, baisse de financement du secteur santé, rupture de la chaîne d'approvisionnement des médicaments et autres intrants médicaux. Ces facteurs, en mai 2014, avaient contribué à l'arrêt de fonctionnement de 45% des formations sanitaires ([Cluster Santé Plan Opérationnel 2015](#)).

Selon les résultats de l'enquête HeRAMS (Health Resources Availability Mapping System) conduite avec l'appui de l'OMS en 2014, 27% des structures sanitaires ont été partiellement ou totalement détruites à travers le pays, 45% des structures sanitaires ont cessé de fonctionner ou réduit le volume de leurs activités à cause du pillage de leurs médicaments et/ou de leurs équipements, ou du déplacement forcé de leurs personnels à cause de l'insécurité ([Cluster Santé Plan Opérationnel 2015](#)). À Bangui, les informations du Cluster Santé présentent un haut pourcentage d'infrastructures sanitaires non-fonctionnelles dans le 3^e, 5^e et, en moindre mesure, le 1^{er} arrondissement. Le 2^e, 6^e, 7^e et 8^e arrondissements présentent la meilleure situation en termes de fonctionnalité des formations sanitaires ([Cluster Santé Plan Opérationnel 2015](#)). Voir **Graphique 2**, ci-dessous :

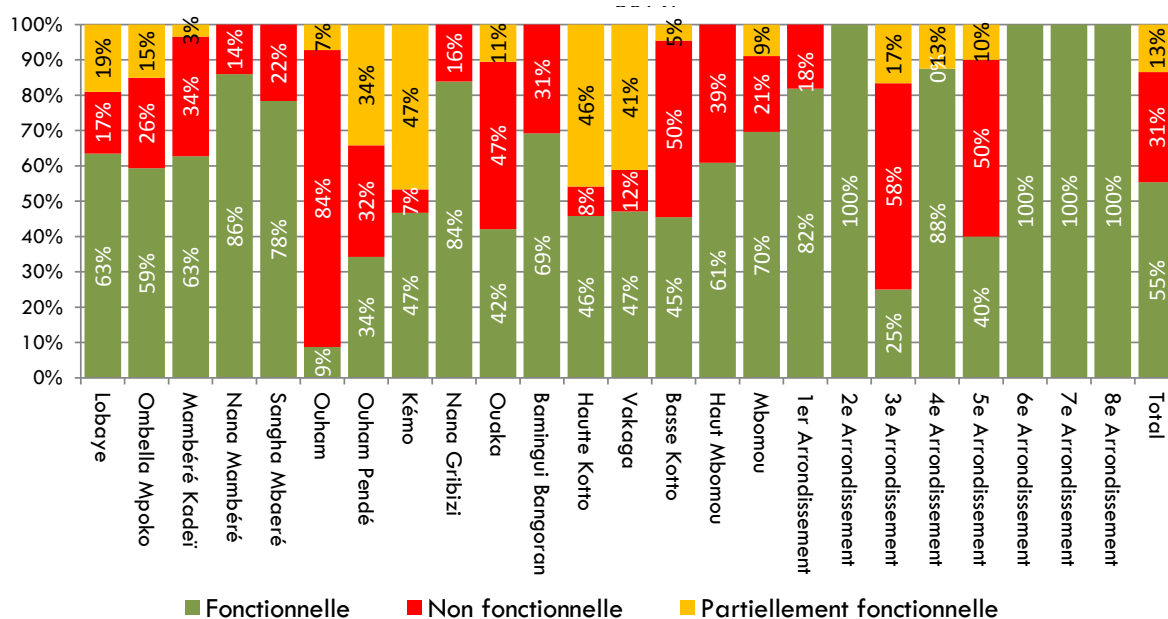


Figure 2 : État de fonctionnement des formations sanitaires dans les Préfectures/Arrondissements en RCA (Source : HeRAMS 2014)

Le Cluster Santé a priorisé 43 sous-préfectures ou arrondissements, considérés les plus vulnérables en République Centrafricaine⁹. Parmi ces sous-préfectures/arrondissements on trouve le 3^e arrondissement (situation de crise humanitaire chronique avec population enclavée), et les 5^e et 8^e arrondissements, ainsi que Bimbo. Ces derniers se trouvent en situation de crise humanitaire chronique avec risque moyen de crise aiguë. Les actions dans ces zones prioritaires incluent l'appui à l'offre des soins de santé primaires et secondaires, réhabilitation/construction de structures sanitaires, équipement des structures de santé, renforcement des capacités du personnel, etc. ([Cluster Santé Plan Opérationnel 2015](#)). Il serait donc important de connaître les activités de santé qui se mènent dans les arrondissements/quartiers, dans le but d'analyser les capacités d'accueil de ceux-ci.

L'étude de DRC sur le PK5 (2015) présente quelques éléments qualitatifs dans ce sens, comme par exemple la recrudescence du taux de mortalité post-natale dans la zone suite à la faiblesse des soins de santé. De même, les populations enquêtées présentent un impact psychologique post-traumatique manifesté dans

⁹ Les critères pour l'estimation de vulnérabilité sont: Présence de déplacés ou enclaves; proportion des structures de santé fonctionnelles inférieure à 50%; proportion des centres de vaccination fonctionnels inférieure à 50%; Existence de risques élevés d'incidents sécuritaires avec des conséquences humanitaires importantes; Existence de risque élevé de flambées épidémiques; Existence de zones de retour probable des déplacés.

des troubles comportementaux, notamment chez les enfants de la rue et les jeunes adultes désœuvrés (DRC étude PK5 2015).

3.2.3 Éducation

La revue documentaire n'a pas trouvé des données détaillées sur la situation de l'éducation dans les différents quartiers et arrondissements de Bangui, ou selon le statut des populations (PDI, retournées, hôtes). Toutefois, des informations sont disponibles sur la situation générale de l'éducation de la ville de Bangui (Cluster Education 2015) ce qui permet d'avoir un aperçu de la situation.

Le niveau des services sociaux, plus particulièrement l'éducation, était déjà bas avant le début de la crise en 2012. Le conflit a davantage détérioré le système éducatif, déjà fragile. Avant la crise, le taux d'inscription était de 67% (73% garçons, 60% filles). Durant la crise, jusqu'à 65% des écoles ont cessé de fonctionner (données de février 2014) et ceux qui sont restés ouverts ont subi des interruptions sévères pendant l'année scolaire. Les écoles ont progressivement commencé à rouvrir et, en mars 2015, 64% des écoles fonctionnaient. (En avril 2015, 94% des écoles à Bangui fonctionnaient, même si la définition d'école fonctionnelle ne signifie pas nécessairement que les cours ont lieu régulièrement (en général). (Cluster Éducation 2015).

Le niveau d'inscription, comparé à la situation avant crise, est de -3% à Bangui. Les niveaux d'inscription (en général pour le pays) pourraient être expliqués par les changements démographiques depuis le début de la crise (mouvements de population). Cependant, le manque d'informations fiables ne permet pas une analyse approfondie. D'autres statistiques sur la situation des écoles à Bangui incluent :

- La proportion d'étudiants par professeur est de 71 à 1, sous la moyenne nationale (80 à 1).
- 24% des écoles à Bangui n'ont pas des livres de texte
- 57% des écoles ont accès à des points d'eau et 71% à des latrines fonctionnelles. Le taux d'utilisation des latrines est de 172 filles et 264 garçons par latrine. Ceci révélerait d'une grande précarité au niveau de l'assainissement basique et en termes de capacité d'accueil pour des populations retournées (Cluster Éducation 2015). Toutefois, il n'est pas clair si ces informations se limitent aux sites PDI ou à la généralité des écoles de Bangui.

Le taux d'inscription à l'école primaire s'est davantage renforcé en faveur des garçons après la crise : 60% de garçons et 40% de filles. Avant la crise les pourcentages étaient de 57% et 43% respectivement. En ce qui concerne l'éducation secondaire, les niveaux se maintiennent autour des niveaux pré-crise. (Cluster Éducation 2015).

Finalement, le PNUD (2014) révèle que, parmi les caractéristiques socio-économiques des ménages, le niveau d'étude des femmes est plus élevé que celui des hommes. Ainsi, 22,9% des femmes qui ont une source de revenu principale dans leur ménage ont un niveau universitaire, BTS, DUT, Ingénieur. Le constat est identique pour la seconde source de revenu du ménage: 23,8 % des femmes qui ont des revenus secondaires ont un niveau universitaire alors que 2.6% n'ont pas suivi une scolarisation. En revanche, au regard du meilleur niveau d'éducation des femmes et de leur précarité, l'enseignement général chez les femmes ne semble pas garantir l'accès à de meilleures conditions d'existence.

3.3 Emploi et Activités Génératrices de Revenus

A Bangui, les petits commerces, l'administration, les petits métiers et l'agriculture sont les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois et les niveaux de revenu des ménages sont faibles (PNUD, 2014). Les femmes sont proportionnellement trois fois plus nombreuses que les hommes à exercer les activités de petits commerces et l'agriculture. En revanche, les activités de pêche, industrie, construction, transport et élevage sont exclusivement réservées aux hommes. Toutefois, le petit commerce et l'agriculture sont des activités peu rentables et précaires: elles demandent peu d'investissement, ont un faible niveau de productivité et des besoins réguliers de recapitalisation (ACTED, LERSA 2015).

La crise de 2013 et ses conséquences ont engendré une baisse de revenu parmi les populations de Bangui en raison, par ordre d'importance, de (i) l'insécurité ; (ii) destructions/pillages des moyens de production et (iii) fermetures d'entreprises (PNUD 2014). Les familles interviewées par DRC (2015) indiquent une perte d'entre 50-70% des revenus, et les pertes majeures sembleraient être subies par les familles d'accueil (en termes générales) (DRC données préliminaires étude Résilience 2015).

Des initiées par les ONG humanitaires ont permis une faible relance du secteur économique. Les ressources obtenues par ces activités sont en grande partie consacrées à l'achat de la nourriture (environ 73% des dépenses) et la difficulté des ménages à couvrir les autres besoins essentiels non alimentaires est évidente. Les stratégies d'adaptation des ménages consistent à (i) réduire le nombre de repas ou des quantités des repas ; (ii) consommer les aliments moins coûteux ou moins préférés; (iii) vendre les biens productifs ou recourir à l'épargne; (iv) diminuer les soins de santé et (v) recourir à l'emprunt (ACTED, LERSA 2015).

D'autre part, pour la majorité des ménages de l'étude PNUD (2014), il y a au moins deux personnes actives dans le ménage. Dans la moitié des cas du/de la conjoint(e). Le second actif s'auto-emploie dans 8 cas sur 10 (9 cas sur 10 chez les ménages les plus vulnérables). C'est essentiellement un revenu d'appoint, dans le sens où les revenus qu'il engrange sont très faibles. La majorité des dépenses s'orientent vers des besoins primaires (93% en alimentation), et il n'y a pas de dépenses pour l'investissement ni l'épargne.

Il est à signaler que les données préliminaires de l'étude de DRC sur la résilience (2015) approfondissent l'analyse en fonction du statut de déplacement des individus. Ces données montrent que la crise a plus marqué les populations déplacées : 47% de leurs bénéficiaires ont arrêté leurs activités économiques. Par ailleurs, 44% de la population a changé d'activités après la crise. Il serait recommandé donc de réaliser des études spécifiques afin de mieux apprécier les déterminants qui caractérisent les groupes particuliers, tels que les PDI ou les retournés.

Quant aux **sources formelles d'emploi**, le salariat concerne 35% des personnes de référence (un tiers dans la fonction publique), et la quasi intégralité des salariés travaille à temps plein (PNUD 2014). Toutefois, la majeure partie des entreprises et sociétés de Bangui opère dans la semi-informalité, notamment les entreprises individuelles. (ACTED, LERSA 2015). Parmi les salariés, 21% gagnent -50.000 CFA/mois, et 20% entre 50 et 100.000. Il est intéressant de signaler que 22% des salariés est non rémunéré (employés qui n'ont pas été payés) (PNUD 2014), ce qui révèle une haute précarité dans l'emploi salarié. Finalement, les données préliminaires de l'étude sur la résilience (DRC 2015) montrent que la majorité des enquêtés ont dû changer de travail et se réorienter vers les ONG et le travail journalier.

Les **sources informelles d'emploi** incluent, en majorité, l'auto-emploi (commerce, pour la plupart). Toutefois, seul un tiers des micro-entreprises arrivent à gagner plus de 50.000 CFA par mois et environ un quart a besoin de recapitaliser à plusieurs reprises (environ 20.000 CFA) pour faire continuer d'exercer. Les ménages dirigés par les hommes ont en général un revenu plus élevé que ceux dirigés par une femme (PNUD 2014). DRC signale que la majorité de leurs enquêtés ont dû se réorienter vers le commerce après la crise (DRC données préliminaires étude Résilience 2015).

Les ménages PDI ont, pour la plupart, perdu leurs activités de subsistance économique. Selon OIM (2015), 79% de PDI vivant sur les sites à Bangui ont interrompu leurs activités professionnelles après le déplacement à cause de la perte des moyens et des outils de travail, des risques de pillage, l'impossibilité de reconstituer les stocks pour les commerçants, l'absence de paiement des salaires, le déplacement et la fermeture des entreprises. Mais, 59% veulent reprendre leurs activités. Ceci pourra engendrer des tensions en raison de la saturation des opportunités d'emploi ou de commerce dont souffrent déjà les populations demeurées dans les quartiers où les PDI se relocalisent (OIM Intentions Retour 2015).

Finalement, le PNUD (2014) a réalisé une analyse de vulnérabilité des ménages basés sur des indicateurs proxy et des différentes variables importantes pour signaler la multidimensionalité de la pauvreté (Analyse en Correspondance Multiple – ACM). Les indicateurs sont:

- Démographie (âge, taille du ménage, présence de personnes extérieures au ménage)
- Socio-économie (niveau d'étude, accès à un emploi salarié, présence de personnes handicapées)
- Conditions de logement (dégradations, propriété)
- Accès à des biens (terre cultivable, téléphone, etc.)

L'analyse indique trois niveaux de vulnérabilité. Les arrondissements périphériques de Bangui et de Bimbo (à l'exception de Bimbo 1) sont composés majoritairement de ménages pauvres (selon le score de l'Indice de biens d'équipement - IBE) mais compensent cette vulnérabilité grâce à un meilleur accès aux terres cultivables. Les ménages des 3^{ème}, 5^{ème} et 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements concentrent une plus forte proportion de ménages avec un score ACM très bas, donc cumulant plusieurs handicaps majeurs. Malgré le fait que l'étude du PNUD ait été faite en 2014 et qu'il n'inclut pas uniquement des PDI ou retournés, il serait important d'approfondir sur les facteurs de vulnérabilité qui pourraient affecter les capacités de réception du 3^{ème} et 5^{ème}, étant des quartiers d'accueil des PDI et retournés.

3.3.1.1 Obstacles pour l'emploi

Parmi les obstacles pour l'emploi, l'étude OIM (2015) signale: la perte des moyens et outils de travail (30%), risque de pillage ou de vol (21%) et impossibilité de reconstituer les stocks (21%).

Le PNUD (2014) a prouvé une forte corrélation entre l'âge, le sexe et la précarité. Les ménages jeunes (où le chef de ménage a moins de 35 ans) et/ou dirigés par des femmes sont davantage touchés par la pauvreté. De même, les femmes, dont le niveau académique est plus élevé, se voient reléguées à des métiers « non-techniques », et les femmes cheffe de familles sont plus vulnérables. D'après ces informations, il serait possible d'envisager des liens avec des stratégies de réduction de la violence, et avec le ciblage des bénéficiaires pour participer de ces stratégies.

3.3.1.2 Accès au crédit

Le taux de bancarisation a baissé lors de la crise, et l'emprunt d'argent se réalise surtout dans la famille. La possession d'un compte bancaire est fortement corrélée avec le niveau d'instruction et le sexe du chef de ménage : 82% des ménages ayant un compte bancaire sont dirigés par des hommes, et 37% des chefs de ménage avec un compte bancaire ont un niveau supérieur (université) (PNUD 2014).

La grande majorité des ménages expérimente des difficultés liées à la baisse de revenu. L'aide financière des proches ou famille est la principale source d'investissement pour la création d'une petite entreprise. Les dettes sont aussi liées aux besoins alimentaires (ACTED, LERSA 2015).

Finalement, des structures non-formelles d'épargne et crédit (p.ex. les tontines) jouent un rôle important dans le crédit des ménages et sont une source fréquemment utilisée pour l'investissement, mais ne permettent pas le lancement d'une nouvelle activité, notamment pour les PDI (DRC données préliminaires étude Résilience 2015)

3.3.1.3 Besoins économiques pour le retour

Un besoin primaire est la relance économique dans les quartiers de retour. Certains témoignages indiquent même que des PDI bénéficient de ces kits retour pour se relancer économiquement. (DRC dynamiques Retour 2015)

3.3.1.4 Analyse par arrondissement/quartiers

La revue documentaire n'a pas trouvé d'analyse détaillée par arrondissement/quartier en termes d'accès à l'emploi et aux activités génératrices de revenu, sauf l'étude de DRC sur le PK5 (2015). Cette étude souligne que l'emploi dans le secteur informel est très développé à cause du marché du KM 5. Ce marché est clé

pour les dynamiques commerciales de la ville. La paralysie des activités commerciales dans les quartiers du PK5 a produit une inflation des prix et la création d'un marché noir.

3.4 Logement, terres et biens

Les statistiques sur le statut d'occupation des logements à Bangui sont rares (propriétaires, locataires). Toutefois, les documents pour cette revue documentaire donnent certaines indications sur le statut du logement à Bangui. Ainsi, l'enquête d'intentions de retour de l'OIM (2015) montre que 68% des PDI interviewés sont propriétaires d'un logement, 22% des locataires; tandis que 5% vivaient dans des familles d'accueil (OIM Intentions Retour 2015).

3.4.1.1 Accès au logement pour les populations PDI / retournées

La perte de biens et le pillage est une des causes pour le déplacement (OIM Intentions Retour 2015) ainsi que l'un des obstacles principaux pour le retour. La brûlure de maisons est aussi indiquée comme une raison pour le déplacement, ainsi que la destruction de celles-ci. Toutefois, il n'existe pas des statistiques compréhensives sur le nombre de maisons affectées (NRC 2014). Un autre obstacle pour le retour est l'absence prolongée des propriétaires des maisons, qui a mené à des dommages significatifs de ces maisons abandonnées (NRC 2014).

La situation des populations retournées est critique en termes de logement. NRC (2014) indique qu'environ 70% des PDI interviewés qui habitent dans des maisons louées auraient dû louer leurs maisons après avoir quitté un site PDI ou une famille d'accueil. Aucun des PDI locataires n'avait pas de contrat écrit. Ceci paraît aussi être le cas pour des accords de location avant la crise. L'obstacle majeur pour ces PDI était **l'incapacité de payer leurs loyers**, ayant perdu leurs activités génératrices de revenus. Pour NRC, **il est aussi possible que le prix des loyers ait augmenté lors de la crise**, comme résultat de la réduction de l'offre de logement (destruction de maisons, etc.), mais ceci nécessiterait d'une recherche approfondie.

Parmi les ménages qui ne retournent pas dans leurs propres maisons mais qui doivent être en location, les retours auraient été motivés par des « **push factors** » (conditions détériorées dans un site PDI ou une famille d'accueil) tandis que d'autres par « **pull factors** » (amélioration de la sécurité dans la zone d'origine ou expectative d'assistance de la part des organisations humanitaires) (NRC 2014).

La valeur des loyers à Bangui serait entre 5.000 et 20.000 CFA/mois (NRC 2014), et le paiement de ces montants peut être un facteur de vulnérabilité pour les familles PDI ou retournées. Ainsi, le prix estimé par le cluster Abris/CCCM (2015) comme loyer optimal pour une réinstallation durable serait de 285 CFA/m2/mois. Toutefois, la cartographie des quartiers d'intentions de retour des PDI de M'poko montre que le prix moyen des loyers du 3^e arrondissement serait supérieur à 350 CFA/m2/mois et la capacité de location inférieure à 45m2. Avec la taille des ménages présentée dans des sections antérieures, ceci indiquerait une tendance à la sur-occupation des logements. La situation s'améliorerait quelque peu à Bimbo, avec seulement deux quartiers avec des prix supérieurs à 350 CFA/m2/mois et des capacités de location supérieures à 45m2 pour la majorité des quartiers (Cluster CCCM/Abris 2015).

Parmi les **problèmes d'accès au logement** des PDI/retournés on y trouve aussi :

- Sur-occupation des logements comme problème important dans les familles hôtes : Ce problème touche un logement sur quatre, où le nombre moyen de personnes dans le ménage est de 11. À cela, s'ajoute la charge financière supplémentaire puisqu'il n'est pas demandé de contrepartie aux personnes hébergées (PNUD 2014).
- Arriérés des paiements des loyers : Il est possible que certains PDI n'y retournent pas car les propriétaires leurs demanderaient de payer les loyers arriérés depuis leur fuite. Toutefois, cette situation serait à vérifier car il n'y a pas de chiffre exact sur les PDI qui louent leurs logements.

- Même si la sécurité peut avoir retourné dans la zone d'origine et que les maisons ont subi des dommages minimales, certains PDI n'y retournent pas car ils n'ont pas les moyens pour remplacer les biens de la maison (lits, éléments de cuisine, etc.) qui ont été volés. (NRC 2014)

L'**occupation secondaire** est un problème et un obstacle clair au retour. Parmi les modalités d'occupation on y trouve :

- S'héberger dans des logements abandonnés, avec l'autorisation verbale (possiblement du chef de quartier)
- Loger dans des maisons abandonnées, prises par des éléments armés
- Occuper des maisons selon la demande exprimée des propriétaires des maisons.
- Construction de logements dans des parcelles abandonnées par des résidents musulmans, après la destruction du logement précédent.

L'échelle de l'occupation secondaire dépend, en plusieurs cas, de l'autorité du chef de quartier. Cependant, les structures logements occupés n'offrent, pour la plupart, une protection suffisante pour le ménage. (NRC 2014)

3.4.1.2 Accès aux documents pour prouver la possession du logement

L'étude de NRC (2014) montre que, avant le déplacement, la majorité des propriétaires avaient un contrat d'achat-vente ou similaire. Environ 80% des propriétaires ont perdu ces documents durant leur fuite. Tous les interviewés comptent sur le chef dans leur localité pour prouver leur propriété en cas de contestation. Toutefois, la revue documentaire n'a pas trouvés de données compréhensives et détaillées sur le statut de propriété des maisons dans les quartiers de Bangui/Bimbo.

Il n'existe pas de politique pour la restitution de biens à Bangui (possiblement dans le pays – Note de JIPS). (NRC 2014)

3.4.1.3 Genre et logement

Il existe un besoin évident d'informations sur les femmes chef de foyer/femmes dont leur partenaire est mort/disparu. Parmi les **obstacles pour le retour** de ces femmes, NRC signale que les mariages traditionnels ne sont pas reconnus par la loi, donc les femmes restent plus vulnérables en absence de leurs maris. De même, les femmes seules (chefs de foyer) ont des problèmes pour réparer leurs logements en absence de leurs maris (NRC 2014).

D'autre part, l'**augmentation du nombre de femmes chef de ménage et la recomposition des ménages** ayant accueillis plus de membres (enfants, personnes âgées, voisins, amis) doivent être tout particulièrement pris en compte pour avoir une vision globale de la situation. Dans ce sens, il faut noter que les anciennes habitations des personnes ne répondront pas toujours aux besoins de familles recomposées ou que des familles pourront ne plus avoir accès à un logement du fait que l'ancien chef de ménage pouvait en être le propriétaire. Par ailleurs, on voit que les profils socio-économiques ont évolué, parce que certaines activités ou mécanismes sociaux économiques ont cessé ou ont évolué sur les sites (comme les tontines). Le retour des personnes dans leur quartier d'origine devra aussi prendre en compte ces réalités pour apporter, parfois au niveau du quartier, une réponse adaptée aux besoins. Dans ce sens, une attention particulière doit être apportée à la situation des femmes et à celle des enfants et aux besoins particuliers qu'ils pourraient avoir. (DRC intentions retour 2014)

3.4.1.4 Analyse par arrondissements/quartiers

Les documents révisés montrent une absence quasi totale de données détaillées par quartier/arrondissement. Toutefois, le **Tableau 4**, ci-dessous présente le résumé des principales données trouvées (et des principales données absentes):

Tableau 4 – LTB par arrondissements

| Arrondissement | Détail |
|----------------|---|
| 1 | |
| 2 | |
| 3 | <ul style="list-style-type: none"> • Affectation dans la capacité d'accueil du PK5 et, en général, de l'arrondissement en raison des problèmes liés au logement (destruction ou occupation). Destruction des maisons non musulmanes. • Destruction, pillage ou endommagement des habitations à Ramandji, Boulata, Fondo, Yambassa, Gbaya Dombia, • Occupation des maisons à Camerounais Douala, Yambassa, • Vols des toitures reconstruites par les acteurs humanitaires à Kokoro 4 (DRC Cartogr. Protection 2015) • Existence de mécanismes de règlement des litiges à base communautaires (assistance dans la mise à disposition d'un nouveau logement, rachat de concessions arbitré, séparation des logements en plusieurs familles, etc.), rendus possibles grâce à l'intervention de certains leaders communautaires ou religieux (DRC Étude PK5 2015). • Dans le quartier de Gbaya Dombia, cas de taxation illégale reportés (taxe entre 50.000 et 500.000.000 CFA pour la libération de la maison) (DRC feuillet protection 2015) |
| 4 | |
| 5 | Le Cluster abris estime qu'au moins 900 maisons ont été partiellement ou complètement détruites depuis décembre 2013 (NRC 2014 – chiffre à réviser). |
| 6 | |
| 7 | |
| 8 | Le Cluster abris estime qu'au moins 170 maisons ont été partiellement ou complètement détruites depuis décembre 2013 (NRC 2014 – chiffre à réviser). |
| Bimbo | Le Cluster abris estime qu'au moins 800 maisons ont été partiellement ou complètement détruites à Bégoua depuis décembre 2013 (NRC 2014 – chiffre à réviser). Ngou Cater présente aussi des problèmes de destruction des maisons. |

3.5 Accès aux documents d'identité

Suite aux mouvements de population durant la crise et à la destruction ou pillage des maisons, un important problème d'accès à la documentation civile se pose, et surtout pour les enfants. En plus de la perte des documents, on recense bon nombre de cas d'enfants non déclarés – surtout ceux nés depuis la crise - en raison de la fermeture de l'Etat civil ou du déplacement des chefs de quartier ([DRC Cartogr. Protection 2015](#))

La revue documentaire n'a pas trouvé davantage d'informations détaillées sur l'accès à la documentation dans les arrondissements/quartiers de Bangui.

3.6 Réunification familiale

Suite à la crise, plusieurs familles se sont séparés et, jusqu'à présent, n'ont pas eu les moyens pour se réunifier. Cette situation a été mise de l'avant lors de la mission JIPS. Des différents acteurs ont mis l'accent sur, par exemple, le manque de moyens qui empêchait les familles et/ou mineurs non accompagnés de rechercher leur famille. La séparation des familles affecte le tissu social et pose de sérieux défis en termes de vulnérabilité de certains ménages. La cartographie des risques de protection de DRC (2015) indique des cas dans les quartiers de Ramandji, Issongo et Camerounais Douala, dans le PK5. Parmi les risques de

protection aussi identifiés par DRC (2015), les enfants en famille d'accueil seraient à particulièrement vulnérables aux cas de maltraitance ou d'exploitation (travaux ménagers, petit commerce, etc.).

3.7 Accès à la justice

La revue documentaire n'a pas réussi à trouver des informations suffisamment détaillées par quartier/arrondissement, particulières de la ville de Bangui.

3.8 Participation aux affaires publiques

Le contenu de ce critère se développe de façon conjointe dans la section 4 – Participation et Cohésion Sociale

4. Participation et cohésion sociale

Parmi les populations PDI/retournées, cette revue documentaire n'a pas disposé de données détaillées par arrondissement/quartier (sauf dans le cas particulier du PK5) sur les affectations au tissu social et les capacités en termes de participation et cohésion sociale. Toutefois, une analyse générale permet d'établir des sujets clés avant les événements de septembre 2015.

L'étude du PNUD (2014) montre que 8 habitants sur 10 déclaraient participer avant la crise à un groupement ou une association communautaire (organisations communautaires de base - OCB) à vocation religieuse ou groupements de femmes ou des tontines, des associations de quartier, des clubs de sport). 80,4% disent que leur participation a diminué suite à la crise.

Au contraire, DRC (2015), dans les données préliminaires de son étude sur la résilience, parle de l'existence de dynamiques associatives importantes dans différents quartiers (3è, 4è, 5è, 6è, 7è et Bimbo), orientées sur des logiques d'entraide aussi bien que de profit, et fondées sur les liens familiaux, la moralité et la solvabilité des demandeurs, ainsi que la viabilité des projets¹⁰. Ces dynamiques devront être contrastées une fois la situation sera stabilisée à Bangui, mais donnent des indices importants sur le tissu social dans différents quartiers de la ville, ainsi qu'une ligne thématique de base pour des travaux qui visent à la construction/reconstruction de ce tissu. Ainsi, par exemple, il est possible de voir une augmentation après-crise dans la participation aux groupements, en particulier pour améliorer les activités économiques. De même, les interviewés indiquent faire davantage confiance à la famille pour initier des projets, suivie des membres du groupement et de leur communauté religieuse. Ces trois éléments : **famille, groupements et communautés religieuses** pourraient être les points de départ pour le développement de programmes et projets visant la cohésion sociale.

4.1 Quelques facteurs de conflit

L'étude de résilience de DRC (2015) montre la « jalousie » comme principale source de mécontentement entre habitants, les **conflits liés à la possession et aux moyens** ressortant comme plus déterminants que ceux liés à l'appartenance communautaire (DRC Données Préliminaires Étude Résilience 2015). Ceci pourrait impliquer que derrière les conflits communautaires/inter-religieux se cacheraient des motifs sous-jacents liés aux moyens de vie et à la dépossession de ces moyens à cause de la crise.

Parmi d'autres facteurs de conflit, Search for Common Ground (2015) cite la **prolifération d'armes de guerre, d'armes blanches, l'absence des forces de l'ordre et le manque de tolérance**.

¹⁰ Il paraîtrait que les deux études (PNUD 2014 et DRC 2015) seraient contradictoires. Toutefois il faut tenir en compte les variations méthodologiques, en termes de population cible et de date de collecte de données.

Dans le PK5, les quartiers les plus affectés par l'absence ou l'inefficacité des mécanismes locaux ou communautaires de prévention et gestion de conflits sont ceux dont les chefs ont dû fuir le quartier durant la crise et dont la légitimité est aujourd'hui remise en cause par une partie de la population du fait de leur déplacement ([DRC Cartogr. Protection 2015](#)). De même, il existerait des fortes tensions parmi la communauté musulmane, divisée entre les partisans de la paix et des éléments moins pacifistes ([DRC Étude PK5 2015](#)).

Finalement, des **tensions seraient palpables chez les populations restées durant la crise**, et qui peuvent voir les déplacés rentrant dans les quartiers comme des privilégiés ayant bénéficié d'un accompagnement. Cette affirmation reste à vérifier dans une analyse plus approfondie de sources primaires ou secondaires.

Malgré ces facteurs de conflit (et d'autres possibles) les données préliminaires de l'étude Résilience de DRC révèlent une forte volonté de la population affectée pendant la crise de 2013-14 pour aller de l'avant. Elles indiquent également qu'il existe un niveau de confiance relativement élevé entre habitants malgré des craintes liées à leur sécurité. C'est ainsi qu'une réponse devrait non seulement inclure des éléments humanitaires mais aussi de relèvement précoce et développement, sous une approche de Do No Harm, évitant d'accroître les tensions et les risques parmi les populations.

4.2 Éléments pour la résilience / résolution des conflits / cohésion sociale

Il n'existe **pas de réel mécanisme d'accueil des populations retournées ou réinstallées** dans les quartiers. Malgré l'intervention de certaines structures à base communautaire, comme les comités de cohésion sociale, on constate une lacune en termes de stratégie commune et de moyens mis en œuvre pour favoriser le dialogue intercommunautaire sur les défis posés par les retours ([DRC Dynamiques Retour 2015](#)).

D'autre part les questions de **traumatismes** sont extrêmement importantes pour les personnes qui ont vu et vécu des violences graves et n'ont pas pu avoir accès à des services psycho-sociaux depuis. Il y a aussi une composante essentielle pour certaines personnes, qui est qu'elles ou un membre de leurs familles ont pu participer directement ou indirectement aux exactions, ce qui fait que les personnes ont **peur de représailles** contre elles ou leurs familles. ([DRC Intentions retour 2014](#))

Pour Search for Common Ground, d'une façon globale, **la population est plus ou moins sceptique à la cohabitation entre Musulmans et non-Musulmans**. Pour ce faire, des efforts restent à consentir pour ramener les deux communautés à vivre ensemble. Ainsi, à Bangui, un 23% des populations interviewées pour cette étude n'étaient pas d'accord sur la possibilité que Musulmans et Chrétiens pourraient vivre en paix, et plus de 50% étaient d'accord que le départ de l'autre communauté était la seule possibilité de stabilité durable (à noter que ces données ont été collectées au mois d'août 2015, juste avant la crise de septembre). Malgré certaines activités de la cohésion sociale, le degré du rejet est toujours haut et il est important d'intensifier les actions de la cohésion sociale et de la réconciliation en vue de faire baisser le niveau du rejet de l'autre communauté ([SFCG Rapport d'étude de base 2015](#)). Même si ceci pourrait se voir en contradiction avec l'étude de DRC (2015), il s'expliquerait par le fait que les populations analysées et moments de l'étude sont différents.

Bien qu'une partie majeure des enquêtés soient pour le départ de l'autre communauté, ils ont été tout de même nombreux à être d'accord que tout le monde a un rôle à jouer dans la réconciliation entre les communautés, tout en reconnaissant le rôle primordial des leaders. Un pourcentage mineur de la population n'était pas prêt à parler de réconciliation avec les autres communautés, ni à travailler avec les autres communautés en faveur de la réconciliation. Pour les femmes et les jeunes ce qui bloque le retour de la cohésion dans la ville s'avère le manque de sensibilisation intensive et/ou de proximité sur la cohésion sociale, l'absence de l'autorité de l'État et l'absence de la sécurité ([SFCG Rapport d'étude de base 2015](#))

Parmi les potentiels **facteurs et mécanismes d'association pour la promotion de la résilience**, les **tontines** peuvent être considérées. Presque 60% des femmes interviewées par DRC dans les données préliminaires

de l'étude de résilience (2015) font partie des tontines. Pour l'étude, la pratique des tontines n'est pas forcément liée au niveau de revenu ou de richesse initiale, elle a un fort impact sur les activités génératrices de revenus – AGR et le rééquipement des maisons et pourrait être considérée comme un "accélérateur" d'AGR. La tontine est ainsi un moyen d'investir dans les AGR car, par exemple, 59% des femmes utilisent ces tontines pour réinvestir dans leurs commerces. Par ailleurs, il est important de signaler que la plupart des retournés/hôtes participent davantage des groupements associatifs que les PDI. La dynamique est similaire pour les tontines. La participation aux groupements montre davantage d'hommes que des femmes (DRC 2015).

La participation aux **groupements associatifs** aurait augmenté après la crise (DRC 2015, données récoltées avant septembre 2015) ainsi que le renforcement des capacités pour l'entraide communautaire. De ce fait, malgré la persistance de stratégies négatives de réaction face aux chocs (p.ex. réduction des repas, vente de biens, endettement), des mécanismes de résilience positifs pour faire face à ces chocs existeraient et seraient à valoriser : épargne, entraide, augmentation des activités économiques et crédit productif (DRC Données Préliminaires Étude Résilience 2015).

L'étude de DRC (2015) présente aussi un niveau de **confiance** entre habitants relativement élevé malgré des craintes persistantes, principalement liées à la présence d'hommes en armes dans certains quartiers (plus de 60% des interviewés font confiance à leurs voisins, même si 72% des interviewés craignent certaines personnes dans le quartier) (DRC Données Préliminaires Étude Résilience). Les populations font aussi **confiance aux organisations de la société civile et ONG locales, ainsi qu'aux médias (notamment la radio)**.

Dans ce sens, [Internews \(2014\)](#) et [RSF \(2015\)](#) montrent que la **radio** est, de loin, le média le plus utilisé et accessible en République Centrafricaine. De ce fait les contenus médiatiques, et la radio en particulier, pourraient être des voies pour canaliser des interventions relatives à la paix et à l'amélioration de la gouvernance. Tant Internews (2014) que RSF (2015) montrent que les contenus des émissions radios ont un langage plus « neutre » que la presse écrite. La participation des femmes dans la production des contenus est relativement haute et les radios communautaires sont des importants moyens de diffusion d'information. Toutefois, les radios souffrent toujours d'un manque de sensibilité au conflit dû, entre autres, au manque de connaissance sur l'impact des médias dans un conflit, à des éléments subjectifs dans le traitement de l'information, au manque d'investigation sur les contextes et aux limitations d'accès à certaines communautés et endroits (Internews 2014). L'étude de Search for Common Ground (Août 2015) montre que, juste avant la crise de septembre 2015, à Bangui, les principaux thèmes choisis par les bénéficiaires interviewés pour faire des sensibilisations à la radio étaient la cohésion sociale et la sécurité et le DDR.

Parmi d'autres activités qui promeuvent les échanges entre différentes communautés, les projets de Travaux à Haute Intensité de Main d'Oeuvre - THIMO montrent la façon dont **le travail peut renforcer les liens communautaires** et les capacités des communautés. Si bien il ne s'agit pas du seul projet de ce type dans la ville de Bangui (AGR, relance économique, relèvement précoce, etc.), les informations partagées indiquent que les activités THIMO ont permis des échanges et des interactions entre habitants de différents arrondissements au cours des cycles de travail. La quasi-totalité des travailleurs ont indiqué avoir parlé et échangé avec des gens d'autres quartier durant les rotations. Ces échanges continuent après les activités, puisque 100% des travailleurs qui avaient échangé avec des bénéficiaires d'autres quartiers au cours des rotations indiquent encore discuter avec ces personnes depuis la fin des travaux. ([OIM Rapport projet 2015](#))

Le **sentiment d'appartenance au quartier** (plutôt que l'appartenance religieuse ou ethnique) peut témoigner d'une volonté renouvelée de vivre ensemble dans le quartier. Quant à l'amélioration de la communication/échange avec d'autre communauté et de la liberté de mouvements, ils peuvent témoigner d'une plus grande ouverture vers l'autre, vers ceux qui se trouvent en dehors du quartier. ([OIM Rapport projet 2015](#))

4.3 Jeunesse et populations à vulnérabilité particulière

Les documents du sous-cluster Protection de l'Enfance signalent la situation de la ville de Bangui comme une situation de **haute vulnérabilité pour l'enfance**, calculée sur la base de trois indicateurs : présence d'enfants séparés et non accompagnés, présence d'enfants associés aux forces et aux groupes armés, disponibilité des services d'appui psychosocial pour les enfants affectés par le conflit ([Sous Cluster Protection Enfance 2014](#)). Les 3^e, 4^e, 5^e, 6^e et 8^e arrondissements sont catalogués avec un indice de vulnérabilité de 7-8 (9 étant la vulnérabilité maximale), tandis que les 1^{er}, 2^e et 7^e arrondissements ont un indice de vulnérabilité de 3-4. Bangui présente ainsi une présence moyenne d'enfants non accompagnés, d'enfants présents dans les groupes armés, et un niveau faible d'appui psychosocial pour les enfants affectés par le conflit ([Sous Cluster Protection Enfance 2014](#)).

Bon nombre d'enfants et de jeunes sont directement impliqués dans les activités des groupes armés, que ce soient par une participation directe (prise des armes) ou indirecte (information, repérage, etc.). Bon nombre d'entre eux ont lourdement été affectés par la crise – déscolarisation, chômage, destruction des biens, violence, drogue, séparation des familles – et sont exposés aux risques des violences ([DRC Cartogr. Protection 2015](#)).

Selon l'étude de Search for Common Ground (2015), contrairement aux femmes, **les jeunes auraient des avis partagés sur la possibilité de collaborer/se familiariser avec la population de l'autre communauté en cas de normalisation de la situation sécuritaire**. Une partie de jeunes seraient prêts à collaborer avec l'autre communauté. Cependant, une autre frange de jeunes rejette la possibilité de collaborer avec la population de l'autre communauté pour la simple raison qu'il y a eu beaucoup de pertes en vies humaines et matérielles de la part des uns et des autres qu'ils considèrent à l'heure actuelle comme « irréparables ». (SFCG 2015). Cette information est importante pour une analyse de cohésion sociale parmi les jeunes, notamment à partir de la récente crise de 2015. D'autre part, en termes de recours à une structure en cas de conflit, certains jeunes soulignent le recours à la justice populaire car pour eux, la population décide de temps en temps de se faire justice au lieu de faire recours à une structure spécialisée ([SFCG Rapport d'étude de base 2015](#)).

4.4 Dynamiques particulières d'intérêt pour la cohésion sociale dans le PK5

Cette section reprendra certains éléments soulignés par DRC dans leur étude du PK5 (2015). Si bien c'est une zone plus étudiée que les autres quartiers et arrondissements de la ville, ses caractéristiques la rendent un axe d'analyse important pour tout exercice de collecte de données/profilage. Les éléments historiques retracés par DRC peuvent donner des lignes d'analyse sur la promotion de la cohésion sociale et de l'intégration des populations parmi la zone et les arrondissements qui l'entourent.

- Jusqu'à très récemment la composition démographique des quartiers du PK5 était caractérisée par sa **mixité intercommunautaire** (populations installées de longue date, populations immigrées de différentes origines et de différentes ethnies) **et interconfessionnelle** (Musulmans, Chrétiens, animistes et non religieux).
- La zone était caractérisée par une cohésion sociale relativement stable et n'avait que très rarement connu d'irruptions de violences. Cela s'explique en grande partie par le **dynamisme commercial** qui a toujours caractérisé la zone et qui bénéficiait à l'ensemble des couches socio-professionnelles.
- L'évolution historique montre l'enclavement progressif de la zone à partir de la formation et l'avancée des Sélékas à partir de 2012, leur arrivée à Bangui, et notamment au PK5 en mars 2013 et les déplacements de population suite à l'arrivée des Anti Balakas en décembre 2013. Avec l'entrée des Anti Balakas à Bangui, les exactions et déplacement ont exacerbé les tensions communautaires, surtout chez les déplacés des autres quartiers – qui ne connaissaient pas les liens unissant Musulmans et Non Musulmans au PK5 - qui appelaient aux désirs de vengeance.
- La **stigmatisation de la zone repose sur deux facteurs** : la concentration de cette communauté dans les affaires commerciales, et la remise en cause de l'identité centrafricaine. La stigmatisation repose en grande partie sur le rôle commercial et le capital financier de cette communauté, perçus comme

disproportionnés au regard de leurs poids démographique. D'autre part, c'est l'identité centrafricaine même des Musulmans qui fut remise en cause : « à travers les événements de 2011 et ceux de 2013-2014, un thème jusque-là sous-jacent émerge au premier plan des affrontements, celui de la "centrafricanité" douteuse des Musulmans et de leur origine étrangère, essentiellement tchadienne »

- Des populations Peuhls se sont réfugiées au PK5 lors de la crise après avoir perdu leur bétail. Elles sont très peu représentées dans les instances de prise de décision et en marge de la société, n'ont pas de participation en activités d'assistance et des mauvaises relations avec ex-Séléka.

Possibles lignes d'analyse dérivées :

- Promotion des liens communautaires « ancestraux » entre populations musulmanes et non musulmanes, et activités pour retisser ces liens.
- Analyse des niveaux de participation communautaire de certaines communautés / ménages non musulmans restés dans la zone – vulnérabilités et potentialités particulières.
- Promotion de l'identité centrafricaine entre des peuples de différentes religions

Parmi les acteurs influents du PK5, il est possible de trouver: groupements de femmes, Waligaras (femmes du marché), association de commerçants, associations (dynamiques associatives), communauté non musulmane, comités de cohésion sociale, chefs de quartier (même si la légitimité de quelques uns est remise en cause à partir de leur fuite du quartier durant la crise), Mairie, leaders religieux, ([DRC Étude PK5 2015](#)). De même, parmi les connecteurs (sous une optique de Do No Harm), on peut trouver : Les lieux de rencontre et échange (écoles, centres sociaux, etc.), les organisations et plateformes de dialogue, les activités socio-culturelles, le renforcement des dynamiques associatives inclusives (associations, clubs, ONG locales), etc.

Les diviseurs incluent l'enclavement physique du PK5, le tribalisme et la ségrégation basés sur l'appartenance à un groupe ethnique (Haoussa, Goula, Ronga, Foulbé, Gbaya), des contraintes en termes de liberté d'expression en public, la circulation de rumeurs, la stigmatisation des retournés (considérés comme lâches par une partie de la population restée au PK5), etc. (voir liste complète de connecteurs et diviseurs, ainsi qu'une analyse par quartiers dans le document). ([DRC Étude PK5 2015](#))

Finalement, dans la mesure où les retours s'opèrent de façon volontaire et que la plupart des PDI choisissent délibérément leur zone de retour, notamment en fonction des liens familiaux ou sociaux et en s'assurant pour la plupart de demeurer à proximité des principaux axes, il semblerait que la plupart d'entre eux sont relativement bien acceptés. Les retours seraient « facilités » du fait de la répartition démographique homogène qui s'opère, les Musulmans se concentrant principalement dans le 3ème ([DRC dynamiques Retour 2015](#)). Cette hypothèse reste à vérifier à partir des données de base, tout en analysant des aspects de capacités de résilience et d'absorption des communautés.

5. Force et faiblesse des informations existantes

La révision documentaire montre que plusieurs analyses ont été faites sur la ville de Bangui, notamment sur certains quartiers considérés « problématiques ». Ces données secondaires, analysées par JIPS, sont fiables et utiles pour avoir un premier aperçu de la situation. Toutefois, il est nécessaire de les contraster avec des informations de terrain, soit-il à travers des informateurs clés, soit à travers de données primaires.

Quant à la couverture géographique des données, le 3^e arrondissement et Bimbo sont relativement bien couverts, tandis que très peu d'informations sont disponibles sur le reste des arrondissements et presque aucune information sur le 1^{er} et 2^e arrondissements. Ceci pourrait laisser comprendre que les mouvements de déplacement/retour sont faibles dans ces arrondissements, mais cette information reste à vérifier par des données primaires. D'autre part, l'analyse des problématiques liées au 3^e/PK5 devrait prendre en considération la dynamique avec les arrondissements environnants. Une analyse des causalités est importante, tant des causes du conflit à l'intérieur comme des acteurs de l'extérieur qui font de la zone un enclave.

Sauf Bimbo et Bégoua (Bimbo 2), la revue documentaire n'a pas trouvé d'informations sur des zones péri-urbaines qui avaient été mentionnées par les partenaires durant la mission JIPS (PK12, 13, 15). Ces zones, étant périphériques, auraient des dynamiques différentes au reste des arrondissements de Bangui, mais seraient des zones de réception des populations retournées.

Les études sur l'accès aux services de base entrepris par le Cluster Abris et ACTED pourraient être très utiles pour approfondir la connaissance sur les capacités de réception de certains quartiers de Bangui. Si bien au moment de cette revue documentaire ils n'étaient pas disponibles, leur analyse contribuera à enrichir ce premier mapping des potentielles zones d'intérêt dans la ville. Par ailleurs une analyse des « datasets » des différentes enquêtes menées sur Bangui (s'ils sont disponibles) pourrait offrir des nouveaux croisements d'information, voire nouveaux angles d'analyse pour le mapping.

Finalement, l'équipe JIPS tient à signaler l'importance de revoir cette première revue documentaire une fois la situation sécuritaire de Bangui sera suffisamment stable pour penser de nouveau à un exercice de collecte de données primaires. De ce fait, les données ici collectées ne couvrent que jusqu'aux mois de septembre-octobre 2015, et devront être mises à jour.

6. Conclusions

À partir des informations présentées dans les sections précédentes, l'équipe JIPS a préparé un tableau de visualisation par intensité des risques/vulnérabilités par arrondissement et thématique liée aux solutions durables. **L'élaboration de ce tableau est entièrement basée sur l'interprétation des données secondaires disponibles, et pourrait avoir un biais d'interprétation.** Néanmoins, JIPS considère qu'il peut être utile pour l'analyse des arrondissements prioritaires pour la recherche de solutions durables. De même, il permet de voir les «lacunes» d'information par arrondissement (cases sans couleur). Le tableau montre le 3^e arrondissement comme étant le plus critique. Sous cette optique, une analyse des causalités devrait être faite pour mettre en place une réponse appropriée qui tienne en compte les dynamiques de l'enclave, le besoin de multiples types d'activités (assistance, relèvement précoce, développement) sous une logique de Do No Harm.

Tableau 5 – Visualisation par arrondissement

| | Thématique | | | | | | | | | | | | | | | |
|----------------|------------------|--------------------------|-------------------------------------|--------------------------------|---------------------|---|-----------------------|------------|-----------------------------|---|-----------|---------------------------|--------------------------|-------------------|------------------|------------------|
| Arrondissement | Lieu d'expulsion | Lieu de réception de PDI | Lieu de retour (effectif/intention) | Présence de familles d'accueil | Condit. de sécurité | Percep. insécurité / restrict. de mouv. | Risques de protection | Alimentat. | Eau potable/ Assainissement | Santé (accès, struct. fonctionnelles, etc.) | Éducation | Logement, terres et biens | Emploi / AGR / Capacités | Réunif. familiale | Cohésion sociale | Enfance / Jeunes |
| 1 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 3 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 4 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 5 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 6 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 7 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 8 | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bimbo | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Bégoua | | | | | | | | | | | | | | | | |

Très critique

Source : Élaboration JIPS sur la base des informations secondaires de la revue documentaire, 2015.

Parmi les conclusions principales et les besoins d'information recueillis lors de cette revue documentaire, il est possible de signaler que :

- Il existent plusieurs structures et mécanismes de collecte de données et de production des études sur les populations affectées par la crise en RCA ; mais, il manque d'enquêtes récentes, compréhensives et détaillées sur l'accès des populations aux services sociaux de base, les capacités d'absorption et les thèmes liés aux solutions durables ;
- Plusieurs études ont été réalisées sur certaines problématiques concernant la population en général et la population affectée par la crise en particulier depuis son déclenchement 2012. D'après ces études, la situation des populations centrafricaines en termes d'accès aux services sociaux de base était préoccupante avant la crise de 2012. Elle semble être dramatique aujourd'hui.
- Il est nécessaire d'approfondir sur les vulnérabilités particulières liées au statut des populations (PDI, retournés, hôtes) ou à leurs vulnérabilités, sous une logique comparative. Très peu d'informations sont disponibles selon le statut des populations. Toutefois, l'information analysée permettrait de penser qu'il y aurait des affectations particulières sur lesquelles il serait davantage important d'approfondir. Les informations sur le statut pourraient être complétées par une analyse du temps de déplacement et de retour;
- Hormis les données préliminaires de l'enquête de résilience de DRC qui donne quelques informations sur les activités économiques et le revenu des PDI vivant en famille d'accueil, il existe très peu de données fiables sur ces populations à Bangui. L'étude du PNUD (2014) donne des informations générales mais il n'existe non plus d'études spécifiques sur les familles d'accueil et l'impact du déplacement sur celles-ci;
- La revue documentaire n'a pas trouvé des informations détaillées sur les mouvements pendulaires / multiples déplacements de population. Ceci est un aspect d'intérêt : d'une part les déplacements multiples pourraient augmenter les vulnérabilités des populations. D'autre part, la mobilité peut être une opportunité de résilience qui augmente les possibilités de revenus, voire les possibilités de sécurité physique pour les familles.
- Les informations laisseraient comprendre que la situation générale des PDI/retournés serait aussi fragile que celle des communautés en général.
- Peu d'évidences sont disponibles sur des dynamiques de déplacement intra-arrondissement / intra-quartier. Le mouvement des populations partout de la ville de Bangui pourrait suggérer ce type de déplacement ;
- Quant à la sécurité, à part le 3^e arrondissement et des informations générales de la ville, la revue documentaire n'a pas obtenu des données secondaires détaillées par arrondissement. Même si certaines dynamiques des analyses du 3^e arrondissement pourraient s'extrapoler au reste, il est important de trouver des moyens d'approfondir. Parmi les outils pour ceci, la ligne verte, pourrait donner des informations sur des risques de protection particuliers. Aussi, la MINUSCA pourrait-elle avoir des informations utiles. Finalement, il serait intéressant de voir comment les conditions de sécurité impactent sur les différents types de population (PDI/Retournés/hôtes).

- Parmi les populations à risque, les mineurs et les femmes surgissent comme deux catégories d'intérêt particulier, notamment en termes d'accès à l'éducation, aux activités génératrices de revenus, à la sante, à la réunification familiale et au logement, terres et biens. Étant donnée la sensibilité de travailler avec ces groupes de population, il serait intéressant d'analyser la possibilité de travailler sous des approches qualitatives telles que des groupes focaux de discussion, au lieu d'inclure des questions sensibles dans un questionnaire ménage ;
- Une fois la présente crise stabilisée, il est important de contraster cette revue documentaire à travers des informations secondaires (nouveaux documents produits par les partenaires humanitaires / gouvernement) ou des entretiens avec des informateurs clés. La mise à jour devra inclure une nouvelle analyse des dynamiques du déplacement et des nouveaux risques pour le retour/réinstallation/relocalisation.

7. Bibliographie

Principaux documents analysés pour la préparation de la revue documentaire (intégralement ou extraits) :

- ACAPS, *Analyse des besoins de crise : République Centrafricaine*, Décembre 2013-février 2014, 67p.
- ACAPS, *Country Profile Central African Republic*, July 2015, 12p.
- ACTED, *Étude des dynamiques de marché dans le 5^e Arrondissement de Bangui, Projet d'appui au relèvement économique des populations victimes de la crise de Décembre 2013*, Mars-Avril 2014, Rapport final. 26p.
- ACTED, LERSA, *Cartographie et analyse des acteurs économiques des marchés en situation d'urgence: Miskine, Yassimandji, SICA 2 et KM5*, Mars 2015. Rapport final. 55p.
- Amnesty International, *Erased Identity : Muslims in Ethnically Cleansed Areas of the Central African Republic*, London, 2015, 23p.
- Cluster Abris, *Evaluation des sites d'accueil des personnes déplacées à Bangui, République Centrafricaine*, Rapport final, Avril 2014, 24p.
- Cluster Abris, REACH, *Carte des quartiers, Ville de Bangui, République Centrafricaine*, Février 2014.
- Clusters CCCM/Abris, Document sans titre, *Cartographie sur les intentions de retour des PDI de M'poko dans les différents quartiers de la ville de Bangui*, Juillet 2015, 8p.
- Cluster Éducation RCA, *Un saut dans l'inconnu : état de l'éducation en RCA*, Evaluation à distance, 2014, 28p.
- Cluster Éducation RCA, *Education Cluster Assessment on the State of Education in the Central African Republic, End of the First Semester, April 2015*, 33p.
- Cluster Santé, *Bulletin du Cluster Santé*, 2014-2015.
- Cluster Santé, *Plan Opérationnel de Réponse du Secteur Santé à la Crise en République Centrafricaine*, Janvier-Décembre 2015, 36p.
- Cluster Sécurité alimentaire, *Fiche d'Evaluation Rapide Multisectorielle – MIRA RCA*, Questionnaire Villages, 2015
- Commission des Mouvements des Populations, Cluster Protection, *Dashboard, cartographies et analyses sur les populations déplacées en RCA*, Données Juin – Octobre 2015.
- Danish Refugee Council :
 - Analyse des données de la Ligne Verte – Bangui et Bimbo*, janvier-juillet 2015, 3p.
 - Analyse des données de la Ligne Verte – Période de crise (26 septembre - 4 octobre 2015)*.
 - Cartographie des Risques de Protection*, 2017, 7p.
 - Dynamiques de retour des déplacés internes dans les quartiers de Bangui*, Note de synthèse, 2015, 25p.

Dynamiques de déplacements, perceptions sécuritaires et stratégies de résilience suite à la crise de fin septembre 2015 à Bangui, Enquête réalisée auprès des leaders et membres des groupements appuyés par DRC du 7 au 10 octobre 2015, 15p.

Feuillet d'information tendances protection, 08-20 juin 2015. 6p.

Feuillet d'information tendances protection, 10-23 août 2015. 6p.

Présentation des données préliminaires de l'enquête « Résilience » sur Bangui, Présentation Powerpoint, Septembre 2015.

Rapport d'évaluation, Intentions de retour des PDI à Bangui, Novembre 2014, 62p.

Situation de la transhumance en république centrafricaine suite aux crises de 2013 et 2014, Rapport d'étude sur les conflits, Novembre 2014 - Janvier 2015, 94p.

- DRC, UNHCR, *Profilage des personnes déplacées internes (PDI) dans la Préfecture de Markounda, République Centrafricaine*, Rapport final, 2012, 112p.
- DRC, JIPS, *Profilage des Personnes Déplacées Internes (PDIs) dans la Sous-Préfecture de Bamingui Bangoran*, 2011, 185p.
- HeRAMS République Centrafricaine, *Enquête rapide sur l'estimation des besoins de santé des populations affectées par la crise en République centrafricaine*, OMS/RCA, Décembre 2014, 65p.
- ICASEES, *Enquête par grappes à indicateurs multiples MICS, RCA 2010*, Rapport final, Bangui, RCA, ICASEES, 2010, 220p
- International Crisis Group, *La crise centrafricaine: de la prédation à la stabilisation*, Rapport Afrique N°219 | 17 juin 2014, 48p
- Internews Network, *Les contenus médiatiques dans la crise Centrafricaine : état des lieux et pistes pour les interventions relatives à la paix et à l'amélioration de la gouvernance*, Bangui, Mai 2014, 69p.
- IPC, *Cadre Intégré de Classification de la Sécurité Alimentaire, Analyse de la situation d'insécurité alimentaire*, Avril 2015, 4p.
- IPC, *Integrated Food Security Phase Classification, Technical Manual Version 2.0. Evidence Standards for Better Food Security Decisions*, Page 32.
- IOM, s, *OIM Working Paper*, 2014, 49p.
- Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation, de l'Enseignement Supérieur et de la recherche, *Stratégie nationale du secteur de l'Education 2008-2020*, Bangui, 2008, 106p.
- Mooney, Erin, *Examen du cadre normatif de la république centrafricaine relatif à la protection des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays*, Audit juridique, The Brookings Institution – University of Bern Project on Internal Displacement, 2011, 89p.
- NRC, UNHCR, *Displacement and Housing, Land and Property rights in the Central African Republic*, Décembre 2014, 58p.

- Observatoire National des Ressources Humaines de la Santé pour la RCA (ONRHS), *Profil pays des Ressources Humaines pour la Santé*, Rapport d'étude, Bangui, 2015, 47p.
- OCHA République Centrafricaine, *Rapports de Situation* (multiples documents), 2015.
- OIM, *Présentation des projets de construction et/ou réhabilitation des infrastructures communautaires, dans le cadre du projet " Support à la stabilisation communautaire et au relèvement immédiat des communautés à risque de Bangui*, financé par l'Union Européenne, 2015, 3p.
- OIM, *Support à la Stabilisation Communautaire et au Relèvement Immédiat des Communautés à Risque de Bangui*, Rapport intermédiaire de suivi et évaluation, Bangui, Avril, 2015, 28p.
- OIM, *Enquête sur les intentions de retour des personnes déplacées internes à Bangui et à Boda en République Centrafricaine*, Bangui, Septembre 2015, 17p.
- OIM, *Enquête sur les intentions de retour à Bangui*, Bangui, Juillet 2014, 17p.
- OIM, *The IDP situation in Bangui, Displacement Tracking Matrix report*, Bangui, Septembre 2014, 33p.
- PAM, FAO, ACF, ACTED, Triangle IDH, IEDA Relief, Cluster Sécurité Alimentaire, ICASEES, *République centrafricaine une crise oubliée. Evaluation de la Sécurité Alimentaire en Situation d'Urgence (EFSA)*, Rapport final, Décembre 2014, 38p.
- PAM, FAO. *Mission FAO/PAM d'évaluation de la sécurité alimentaire en République Centrafricaine. Rapport spécial*, Octobre 2014, 37p.
- PNUD, *Enquête et analyse socioéconomique des ménages et opérateurs économiques à Bangui et à Bimbo*, 2014. 32p.
- Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement Technique, *Plan de transition 2014-2017*, Bangui, 2014, 61p.
- Reporters Sans Frontières, *Les médias centrafricains dans la tourmente*, Bangui, Mai 2015, 24p.
- République Centrafricaine, *Programme d'Urgence pour le Relèvement Durable 2014 – 2016*, Bangui, 2014, 129p.
- Search for Common Ground, *Demain est un autre jour, Rapport d'étude de base*, Bangui, Octobre 2015, 60p.
- Sous-Cluster Protection de l'Enfance, *Carte de Vulnérabilité Protection de l'Enfance en République Centrafricaine*, Octobre 2014.
- Sous-Cluster Protection de l'Enfance, *Indicateurs de Vulnérabilité Protection de l'Enfance en République Centrafricaine*, Octobre 2014.
- UNICEF, *Les enfants dans la crise en République centrafricaine, Un rapport d'activité à quatre mois*, octobre 2014, 28p.
- UNHCR. Regional Update # 63. Central African Republic Situation. 20.11 – 31.12.2015.

- Watchlist on Children and Armed Conflict (Watchlist), *Élèves vulnérables, écoles en danger. Attaques et utilisation militaire des écoles en République centrafricaine*, Septembre 2015, 8p.
- YARNELL, M, *Central African Republic : The Spotlight is Gone, the Crisis Continues*, Field Report, Refugees International, July 2015, 12p.